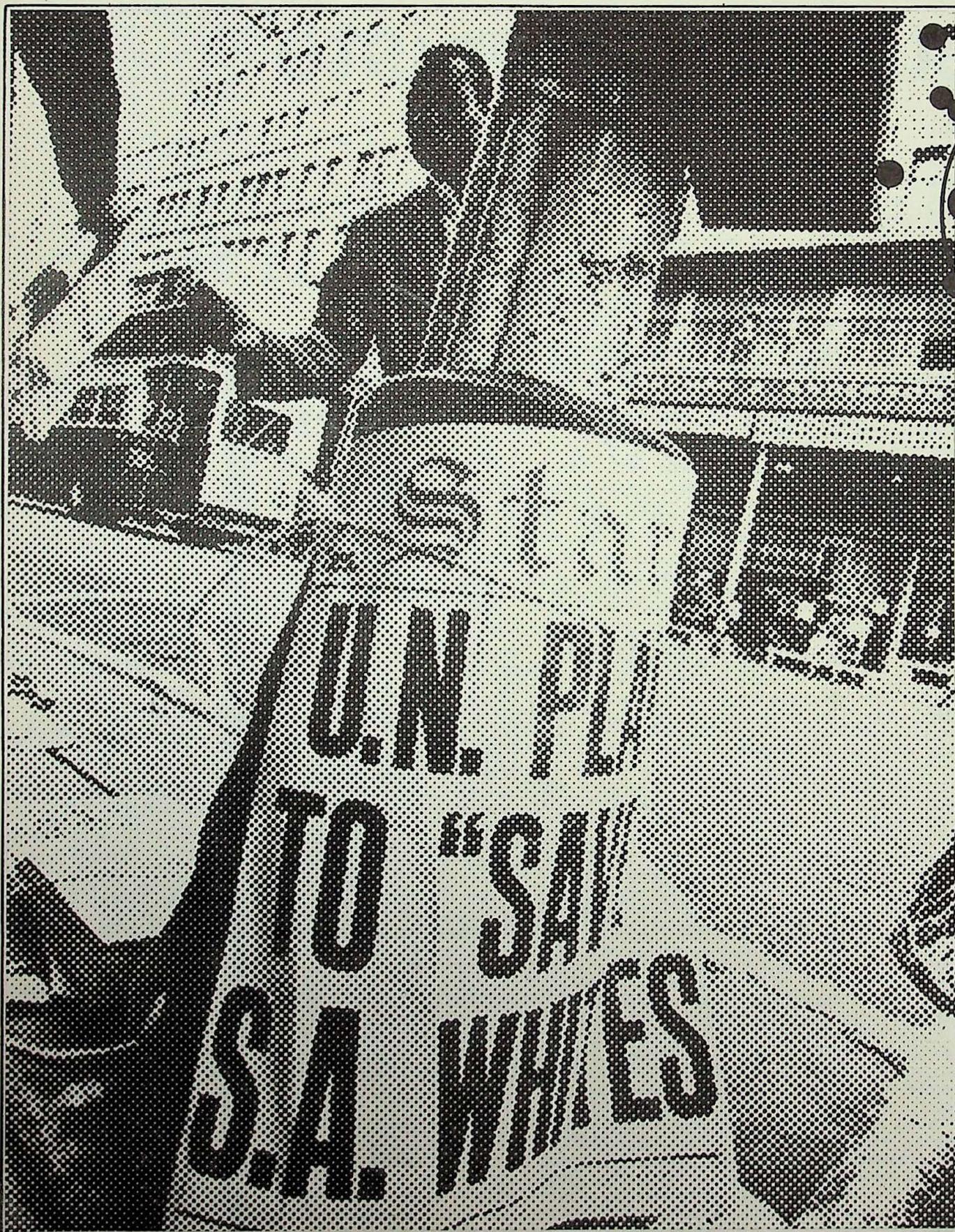


tribune

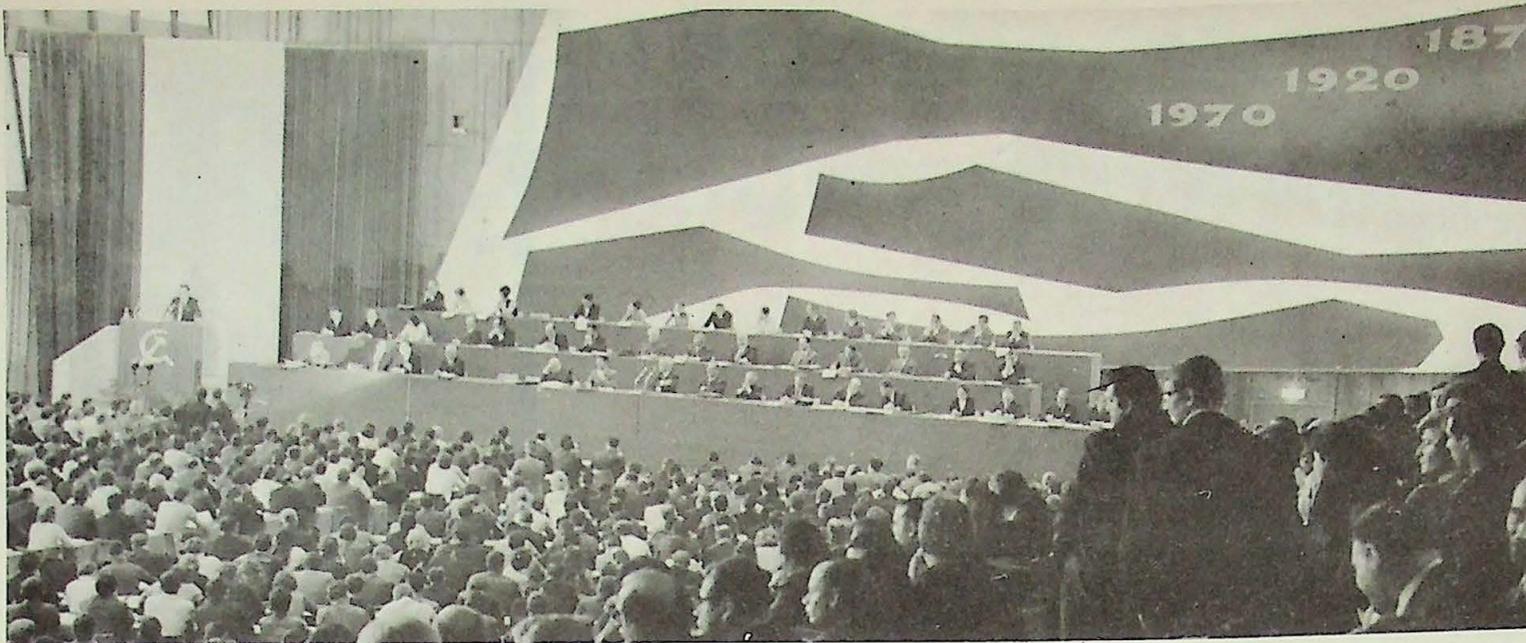
socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 19 FEVRIER 1970
N° 442, 1,50 F



Tchad
palestine
amerique
latine
vietnam

**l'interna-
tionalisme
d'aujourd-
d'hui**



Le bonheur communiste

Gilbert Hercet

Je voudrais revenir sur le Congrès de Nanterre du parti communiste français et esquisser quelques brèves notations, à partir de ces cinq jours passés à écouter et à regarder agir quelque neuf cent soixante militants et militantes.

Un congrès communiste, c'est, en effet, d'abord, une foule, composée de femmes et surtout d'hommes, une foule jeune, à majorité ouvrière, mais une foule disciplinée, ordonnée, qui arrive un peu avant l'heure des séances, qui ne se dissipe point pendant les discours ennuyeux, qui sacrifie volontiers au cérémonial prévu par les organisateurs. Bref, un ensemble de militants d'un aspect extérieur très différent des congressistes de tous les autres partis. La première raison de cette discipline tranquille : ils sont heureux d'être là et de participer à la fête. Heureux, pas tellement d'être là pour quelque chose, mais heureux d'être au congrès, tout simplement.

Le militant et son univers

Ces militants, qui représentent-ils ? Non point les cinq millions d'électeurs communistes. Non point le million de sympathisants du parti, composé de ceux qui ont, à un moment ou à un autre, adhéré au P.C., et puis qui l'ont quitté pour des raisons personnelles sans vraiment l'abandonner tout à fait. Non point vraiment les 300.000 adhérents du parti. Non, ils sont l'émanation et l'image des quelque 25 à 30.000 militants, c'est-à-dire de ce noyau dur qui s'occupe vraiment de politique au parti communiste français. Leur parti, ils y adhèrent pleinement, mieux ils l'aiment. C'est par le parti, à travers le parti, grâce au parti qu'ils se sentent utiles, efficaces, au service de la classe ouvrière. C'est leur parti qui leur a donné, non plus « le sens de l'épopée » — les temps ont changé —, mais le sens de la responsabilité et

de la camaraderie profonde. De la responsabilité, parce qu'ils sont militants communistes, ils se pensent, qu'on ne s'y trompe point, militants révolutionnaires, et parce que la « machine » communiste tourne bien et puissamment, ils se pensent, oui, responsables et efficaces plus que tous autres. De la camaraderie, c'est au parti qu'ils rencontrent vraiment des « copains », avec qui il fait bon discuter, argumenter, boire un coup ; au parti, pendant les réunions de cellules, et aussi pendant les « fêtes » rituelles : reprise des cartes (on boit, on s'amuse, on danse parfois), fête de l'Huma ; au parti et dans les organisations parallèles, à l'Union des femmes françaises, au Mouvement de la paix, à l'Association républicaine des anciens combattants..., au parti ou dans les syndicats amis, C. G. T., M. O. D. E. F., U.N.E.F.-Renouveau... Le parti leur donne beaucoup et ils lui donnent beaucoup, travail, dévouement, désintéressement. Leur vie réelle (pas celle du boulot, par celle qu'on passe devant sa télé), c'est leur vie au parti. L'Huma, c'est leur Huma. Ils vivent donc dans une société qu'Annie Kriegel a dit être une contre-société, je dirais plutôt une société parallèle : le parti a prévu pour eux non seulement un cadre de travail politique, mais un cadre pour toutes leurs activités, y compris les activités de loisirs et de distractions. Alors, tous ces zozos qui, de l'extérieur, se permettent de critiquer le parti et son appareil les font rigoler : ils savent, eux, que le parti, c'est sérieux, et que ses dirigeants, au fond, ne se sont jamais trompés. Ils ne comprennent même pas ce qu'on leur dit sur le manque de démocratie interne au P.C.F. La vérité, c'est qu'ils ne se sont jamais posés les problèmes en ces termes : le P.C. est le seul vrai parti de classe, il est révolutionnaire, il est responsable, il est dirigé par des militants

éprouvés comme on dit, et tout le reste est foutaise, littérature ou gauchisme.

Les jours de congrès, c'est la fête. La salle est belle, le parti fait la preuve de sa puissance et de sa discipline. Il y a des drapeaux rouges et aussi des drapeaux tricolores (pourquoi la bourgeoisie seule s'accapare-t-elle Jeanne d'Arc et les trois couleurs ?). Il y a les camarades soviétiques et vietnamiens. Il y a des représentants des Jeunesses et des Vétérans. On chante — et à mille, y'a de la gueule — « l'Inter » et la « Jeune Garde », et puis aussi « la Marseillaise ». On mange à la cantine avec les dirigeants. Mieux, si l'on doit intervenir en séance l'après-midi, on déjeune à côté d'un membre du comité central. On côtoie quelques écrivains et aussi Marina Vlady. On acclame un peintre mexicain dont on n'a jamais entendu parler, mais... il est peintre et il est communiste, et il est mexicain ! Après, on retournera faire un rapport aux copains sur tout ce qu'on a vu, entendu, lu. On rapportera à la famille des petites tours Eiffel ou des foulards de Paris achetés au congrès même. On retrouvera sa ville, et si on a une municipalité communiste, on ira retrouver sa maison avenue Vaillant-Couturier, après être passé à la boulangerie, rue Lénine (ex-rue Staline), ou chercher les enfants au centre sportif Maurice-Thorez.

Le bonheur, camarades, comprenez-vous ? Alors quand des observateurs extérieurs font encore mine de s'étonner que Garaudy n'ait pas un applaudissement, qu'il n'y ait aucun vrai débat dans le congrès, et que peu de choses bougent, sont-ils vraiment sérieux ? Etant donné ce qu'est un congrès communiste, ce n'est pas là que quelque chose peut bouger. Cela ne veut, bien sûr, pas dire qu'au niveau des 300.000 adhérents on ne se pose pas de problèmes, sur la Tchécoslovaquie, ou sur Garaudy, par exemple.

Cela ne veut pas dire non plus qu'au niveau de l'appareil il n'y ait pas eu des changements dans ce congrès.

De la conférence de Moscou au 19^e Congrès

Il est étonnant de constater quel a été l'ébahissement de la presse bourgeoise devant le XIX^e congrès. Elle a dans ses comptes rendus insisté surtout sur l'ordre (indéniable) dans lequel celui-ci s'est déroulé, et puis sur « l'ouverture » intervenue : le fait que Garaudy puisse s'exprimer, enfin sur le fait qu'aucun changement notable n'était intervenu dans l'orientation et la direction du parti.

Or, il semble bien que l'épisode Garaudy ne constitue qu'un masque à une réalité moins avenante, c'est-à-dire le durcissement et le repliement sur soi du P.C.F. Repliement sur soi au niveau théorique, J.-M. Vincent a commencé de le montrer la semaine dernière, et repliement sur soi au niveau tactique. La direction du P.C.F. estime, en effet, que le régime est aujourd'hui solidement installé, que son renversement n'est pas à l'ordre du jour dans l'immédiat, et que, par ailleurs, le gauchisme est en nette perte de vitesse. Il lui est donc possible et utile d'entrer dans une nouvelle phase de consolidation de l'instrument politique qu'est le P.C. Cela explique tout à la fois la tranquille assurance manifestée par le P.C.F. à l'égard des critiques qui lui viennent sur sa gauche (à la différence de son langage en 1968), et la réaffirmation de la justesse de la ligne de « démocratie avancée ».

Mais cela signifie en même temps la défaite de l'équipe Waldeck, qui avait trop lié son sort à une politique de large ouverture vers la « social-démocratie », en pensant qu'une victoire électorale relativement rapide était possible. Le Monde

a cru pouvoir écrire que le principe de la direction collégiale n'était pas remis en cause. C'est le contraire qui est vrai : la suprématie de G. Marchais a été affirmée ; Paul Laurent n'a pas été élu au secrétariat du comité central auquel accède, en revanche, le vieux stalinien pro-moscovite Etienne Fajon, l'ami des Russes et de Bilak, l'ancien dénonciateur du « traître Gomulka ». Avec Marchais et le « camarade Etienne », contre Waldeck, Leroy et Laurent, c'est bien l'appareil dans son noyau dur, avec le soutien des « fonctionnaires » du parti, Plissonnier, Vieuguet, qui sont renforcés. Tout se passe, en fait, comme si la reprise en mains du mouvement communiste international par le parti communiste de l'Union soviétique s'accélérait et se développait marqué notamment par les pressions sur les P.C. anglais, autrichien, suédois ; et voici que le P.C. français, soucieux plus que d'autres de son rôle dans le communisme international, a enfin réentendu la grande voix venant de la patrière du socialisme. Le parti communiste français affirme être resté le parti de Lénine. Sa direction semble estimer aujourd'hui, sans que le doute lui paraisse permis dans le camp socialiste, que le seul héritier fidèle de Lénine s'appelle Léonide Brejnev. □

Sommaire

Luttes ouvrières.

8. Histoire d'un contrat de progrès.
Jacques Ferlus
9. Au mépris de la solidarité ouvrière.
De notre correspondant à Besançon
20. Du contrôle ouvrier à la démocratie ouvrière.
Jean-Marie Vincent

Luttes étudiantes

16. Assas déchainé ?
Albert Rousselles

Luttes internationales

- 10-11. Il faut briser le complot du silence.
Marc Heurgon
12. Eldridge Cleaver à Paris.
Manuel Bridier
13. Nixon frappe au Laos.
Jacques Rennes
14. Qu'est-ce qu'un juif ?
Henry Rosengart
15. La Tunisie connaît-elle des luttes ?
Rémy Grillault.

Vie économique.

6. 1970 : le capital sans supplément d'âme.
Christian Leucate

Le deuxième round

Jacques Malterre

Les négociations qui depuis le début de la semaine ont commencé ou ont repris à E.G.F., à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., dans la métallurgie, dans les grands magasins et dans d'autres secteurs ainsi que sur la formation professionnelle et la Sécurité sociale, ont une très grande importance. De leur issue dépend largement l'évolution des luttes sociales de l'année 1970.

On peut analyser ce qui se joue en se plaçant comme toujours à deux niveaux. Au premier niveau, ce qui est en cause c'est la défense de la situation matérielle des travailleurs et de leurs familles, menacée par la politique patronale et gouvernementale.

Au moment même où le plan de redressement fait sentir les effets de sa « réussite » par un ralentissement général de l'activité et en conséquence par une moins bonne position des salariés sur le « marché de l'emploi », patronat et gouvernement s'accordent pour accélérer la hausse des prix. Le même phénomène se produit aux Etats-Unis et en Allemagne. Ce que les entreprises ont dû lâcher en période de haute activité doit être repris dès que les circonstances sont plus favorables. Les salariés sont donc contraints de se battre durement pour éviter l'amputation de leur pouvoir d'achat. Les plus menacés aujourd'hui sont les travailleurs de la fonction publique et des nationalisés à qui l'Etat veut faire supporter les frais du redressement monétaire et budgétaire. Au 1^{er} trimestre 1970 les prix vont monter de 2 % : il y aura donc régression nette des revenus réels. Dans les nationalisés les diverses formules de contrat, déjà établies ou en projet visent, selon Chaban-Delmas, à permettre une hausse du pouvoir d'achat de 1 à 2 %, alors que la production doit croître de 4 à 5 % : on est loin du compte, et le mécontentement grandit partout.

Au deuxième niveau de l'analyse on se place sur le plan des rapports de force entre le gouvernement et la

classe ouvrière. Dans ce combat aux multiples péripéties on peut dire que nous abordons le 2^e round de l'ère post-gaulliste. Au cours du premier les travailleurs, par leurs actions vigoureuses, avaient bien mené, ils avaient avant Noël presque gagné aux points lorsque l'échec de la grève d'E.G.F. avait donné l'avantage au pouvoir par K.O. technique. Qu'ils aient signé ou qu'ils aient choisi la sortie d'un référendum sans suites, les syndicats ont provoqué une suspension qui a débordé largement E.G.F.

A la reprise, les protagonistes s'observent. Le gouvernement qui a une marge de manœuvre limitée (hausse des prix, déclin de l'activité) accentue son offensive politique. Chaban attaque, aidé par Mme Baudrier, et précise le rôle qu'il verrait volontiers jouer par les syndicats dans sa société : défense des intérêts professionnels par une politique contractuelle ; en même temps il adresse des clin d'œil aux organisations non cégétistes en mettant en avant des projets favorables aux catégories défavorisées (familles pauvres, travailleurs à recycler, retraités, orphelins et veuves) et il exerce un chantage discret mais odieux : si les syndicats ne sont pas raisonnables, ce sont ces défavorisés qui en supporteront les conséquences. La C.F.D.T. n'est pas dupe ; la C.G.T. réagit de la manière la plus classique par son programme général de revendications.

La tentation, normale pour ceux qui ont charge de défendre leurs camarades d'entreprise et de négocier, est d'accepter l'amélioration de la situation des travailleurs dans la société actuelle, remettant à d'autres, les politiques, le soin de changer celle-ci. Une nouvelle série d'accords sur le front salarial représenterait un avantage limité pour les salariés, et un succès pour l'équipe au pouvoir, puisque celle-ci en a fait le test de son efficacité au service de la bourgeoisie.

Le mouvement ouvrier ne peut sortir de ce dilemme en se contentant de

beaux programmes et de belles déclarations. Il y a une autre voie que nos camarades italiens ont suivie avec éclat et succès. Tout dépend en effet des conditions mêmes dans lesquelles se déroulent les négociations : ou bien gouvernement et patronat arrivent à isoler en quelque sorte une avant-garde syndicale des masses qui sont concernées, et ils réussissent à manipuler l'« opinion publique » (faite à 75 % de salariés) et le résultat des discussions actuelles laissera l'initiative et le bénéfice de l'exploitation politique au pouvoir capitaliste ; ou bien, comme en Italie, la signature — éventuelle — d'accords sera l'armistice demandé par les forces patronales inquiètes de l'ampleur des manifestations, de la résolution des travailleurs liés à leurs syndicats, de la solidarité de couches non ouvrières mais conscientes de l'intérêt que présente — pour elles aussi — les luttes et les projets concernant la société entière de la classe ouvrière.

Le rôle des militants politiques, dans l'entreprise d'abord, hors des entreprises aussi, est alors tout tracé. En sus de l'engagement syndical personnel, c'est collectivement un rôle d'explication et de soutien. Ils ont à montrer l'enjeu des batailles actuelles face aux projets de la société « sociale-capitaliste », face aux menaces de crise économique, face à l'offensive générale du capitalisme pour la mainmise sur toutes nos conditions de travail, de formation, de culture et de vie.

Ils ont aussi à assurer la liaison entre les différents fronts de lutte afin que le pouvoir ne soit à l'aise nulle part puisque son entreprise à lui n'a pas de limites. Luttes rurales, luttes universitaires, luttes contre la politique extérieure du petit impérialisme français doivent converger avec les luttes ouvrières dans le double sens d'une plus grande pression, pour obtenir des résultats tangibles sur ce dernier front et d'une plus grande capacité à dépasser ces résultats aussitôt qu'ils sont atteints. □

Ford, Savary et nous

Gérard Féran

Une analyse de la scène politique française ne peut faire abstraction du stade de développement actuel du système économique.

Or, le système capitaliste international est dans une phase de concentration rapide. L'actualité connaît chaque jour son cortège d'ententes ou de fusions entre grandes entreprises. Ainsi le caractère monopoliste du capitalisme s'accroît vivement.

La France n'échappe pas à cette évolution. Elle y est même spécialement prenante, car elle doit s'adapter aux nouvelles données résultant de la maturation du Marché commun. Les gestionnaires bourgeois de notre pays ont compris cette nécessité. C'est pourquoi ils cherchent à accréditer le slogan d'une « politique industrielle pour la France » centrée sur une aide renforcée de l'Etat aux trusts les plus dynamiques et sur l'élimination des autres. D'après eux, cette politique doit accroître la capacité concurrentielle de la France. D'après nous, elle doit accélérer l'évolution de notre système économique vers le stade du capitalisme monopoliste d'Etat décrit par Lénine.

A ce stade du capitalisme, le pouvoir se concentre dans un nombre de plus en plus restreint de mains tandis que de nouvelles couches sociales — en particulier les techniciens et les cadres — sont prolétarisées. La contradiction entre la réalité des forces productives et l'archaïsme des rapports de production s'aggrave donc notablement au point de menacer le système économique et social.

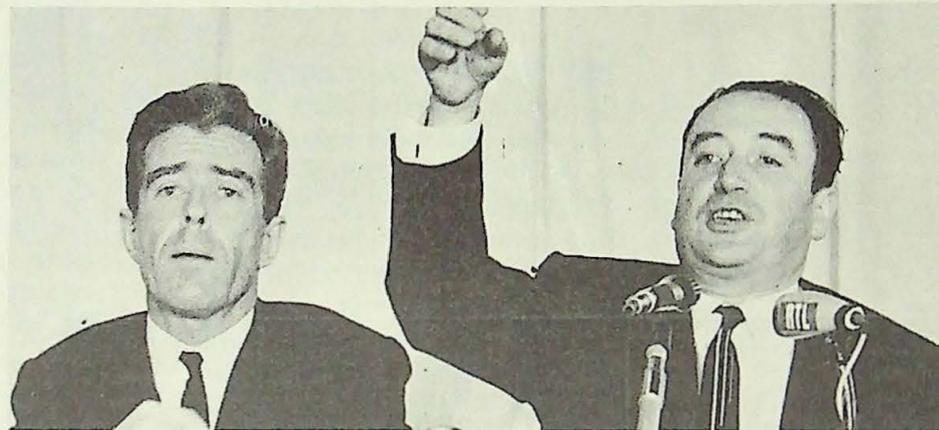
La plupart des patrons ne comprennent pas que, par cette course à la concentration, ils creusent en quelque sorte leur propre tombe. J.-J. Servan-Schreiber, lui, a compris le danger qui menace le capitalisme et s'efforce de lui donner les moyens de se tirer de ce mauvais pas.

La médecine de J.-J. S.-S. repose essentiellement sur deux potions magiques.

La première s'intitule : « Séparer le pouvoir économique du pouvoir politique ». L'idée est sans doute sympathique, car il est vrai qu'actuellement la confusion, ou plutôt la collusion, règne entre ces deux pouvoirs. Mais par quel tour de passe-passe les radicaux font-ils cesser cette collusion ? Nul ne le sait puisque le manifeste se contente d'affirmer laconiquement que « le pouvoir public deviendra indépendant des

puissances d'argent ». Même en admettant qu'on n'élise plus un ancien fondé de pouvoir de la banque Rothschild à la présidence de la République et qu'on ne vende plus les villes et les autoroutes aux promoteurs privés, on voit mal comment on pourra empêcher la bourgeoisie patronale, qui, par hypothèse, détiendra toujours le pouvoir économique, de continuer à tirer les ficelles du pouvoir politique.

La seconde potion de notre sauveur s'appelle : « Fin du pouvoir privé héréditaire ». Elle sent fort son parfum de nuit du 4 août. C'est pourquoi les congressistes de la salle Wagram en ont été très émus. Voyant que les affaires tournaient mal, J.-J. S.-S. a pris la parole pour rassurer ses clients. Ne vous inquiétez pas, leur a-t-il dit en substance, et regardez donc ce qui se pas-



Elie Kagan

se aux Etats-Unis où l'impôt sur la succession des moyens de production est très élevé : au début du siècle, Henri Ford I possédait plus de 95 % du capital de son entreprise. Aujourd'hui, Henry Ford III n'en possède plus que 4,5 %, ce qui ne l'empêche pas d'être toujours le P.D.G.

Si nous avons bien compris, Servan-Schreiber veut ainsi administrer la preuve que son système ne change rien à la réalité du pouvoir économique.

La curée

Mais il a pis. Car, même si l'on conçoit que le pouvoir du grand capital pourrait aller en diminuant, ce qui, on l'a dit, reste à démontrer, ce n'est pas pour cela que les intérêts de la majorité iraient en s'améliorant.

Collombert



En effet, un mal chassant l'autre, J.-J. S.-S. propose de remplacer la monarchie financière par l'oligarchie des managers. Il y a trois ans, J.K. Galbraith avait déjà décrit cette « technocratie » avide de pouvoir et de domination. C'est à cette classe d'hommes qui livrent la société à l'obsession de la publicité et du management que J.-J. S.-S. veut donner officiellement le pouvoir économique.

Ce faisant, il rend un fier service au capitalisme. Alors que les nécessités de la concentration du système rejettent petit à petit les cadres modernes, les techniciens et autres managers dans le camp des exploités et, par suite, le renforcent, voici que les néo-radicaux, conscients du danger, leur offrent une place au soleil, dans le camp des exploités.



Elie Kagan

du capitalisme et à gauche par le socialisme révolutionnaire qui offre la réponse appropriée à l'irrationalité capitaliste, la social-démocratie est incapable de fournir une réponse originale par rapport à ces deux courants.

Cette incapacité est d'ailleurs inéluctable, car, comme le montrent de multiples exemples étrangers, la voie réformiste de passage au socialisme est désormais bouchée. Le capitalisme a aujourd'hui des structures suffisamment solides pour assimiler des « greffes » réformistes et transformer leurs promoteurs en fidèles gestionnaires du système fondamentalement inchangé. Wilson et Brandt peuvent en témoigner.

L'opération est donc très fructueuse puisqu'en affaiblissant les forces anticapitalistes elle permet de retarder la crise sociale qui enlèvera le système.

Un fantôme dans des murs vides

Alors, il semble que, devant une entreprise aussi manifestement récupératrice, la cause soit entendue.

Or, on voit actuellement divers hommes et formations de gauche formuler des avis contradictoires.

Au mois de décembre, le communiqué commun issu de la rencontre socialo-communiste affirmait que « l'union de la gauche s'oppose totalement aux forces représentatives du capitalisme avec lesquelles aucune alliance n'est concevable ». Mais fin janvier, A. Savary déclare espérer que les radicaux auront leur place dans la recherche de l'alternative socialiste qu'il préconise. Dans le même temps, son parti n'inflige qu'une sanction légère à l'aile droite de Chandernagor qui prône ouvertement une politique de troisième force. Et, d'autre part, A. Savary prend aussi position contre la fausse aile gauche du P.S., incarnée par la fédération de Paris, qui en revendiquant une alliance électorale avec le P.C., s'érige en annexe de celui-ci.

Ces contradictions internes au P.S. ne nous étonnent pas. Elles traduisent la profonde crise d'identification de la social-démocratie française.

Bornée à droite par le néo-radicalisme qui ouvre de nouveaux horizons



Agip

Alors, devant ce vide de l'idéologie et de l'action social-démocrates, le P.S. s'interroge. Certains dérivent à grande vitesse vers le néo-radicalisme, d'autres — la fédération de Paris en tête — dévient en apparence vers le socialisme dogmatique.

Au milieu de cette équipée en voie d'éclatement, A. Savary en est réduit à des exercices d'équilibriste pour préserver l'unité. En maintenant debout des murs qui abritent le vide et en laissant croire que la social-démocratie a encore quelque chose à dire sur notre société, A. Savary fait perdre du temps au socialisme. □



Les échos qui nous parviennent de la campagne contre la répression dans l'armée sont extrêmement favorables. Les premières actions ont suscité une prise de conscience très nette dans de nombreux milieux populaires, bien au delà des jeunes directement concernés par le problème du service militaire. Un peu partout on se demande ce qui peut justifier les lourdes condamnations qui ont frappé Devaux, Trouilleux et Hervé, si ce n'est une volonté politique de mise au pas des jeunes. Il faut que notre riposte s'amplifie, que nous exigeons le statut politique pour les soldats emprisonnés, que la lutte pour leur libération s'étende (1).



A.F.P.

(1) Envoyer les fonds à Mlle CUKIER, C.C.P. Paris 22 41 595 avec la mention « soldats ».

Déclaration des soldats Devaux, Trouilleux et Alain Hervé

Je dois dire, tout d'abord, que je prends sur moi l'entière responsabilité de la confection et de la diffusion des tracts...

... Dans ces tracts, nous exprimons notre refus de supporter en silence seize mois de chômage, seize mois de bourrage de crâne, seize mois d'embrigadement.

Nous sommes jugés au nom de la neutralité d'une armée qui se prétend au service de la nation tout entière.

— Nous n'appelons pas neutre une armée dans laquelle les officiers étalent ouvertement leurs opinions gaullistes, leur racisme, leur nostalgie du putsch d'Alger ou leurs sympathies pour le mouvement fasciste Occident.

— Nous n'appelons pas neutre une armée dans laquelle seuls sont autorisés les journaux ayant le cœur et le portefeuille à droite.

— Nous n'appelons pas neutre une armée qui voudrait faire des appelés des « flics » ou des briseurs de grève, et dont toutes les manœuvres ont pour cadre la lutte contre le socialisme et la « subversion rouge ».

— Nous n'appelons pas neutre une armée qui pourrait, par un seul décret du gouvernement, effectuer, le plus légalement du monde, un coup d'Etat militaire, mettre tout le pays sous la coupe de l'armée, et traduire devant les tribunaux militaires les travailleurs en grève considérés comme de simples déserteurs.

— Nous n'appelons pas neutre une armée qui enferme pendant seize mois des jeunes dans une caserne, pour les déraciner et leur inculquer de force les valeurs de larbinisme, de délation, de respects de l'autorité, en utilisant une discipline qui sert à briser la spontanéité et la volonté de vivre qu'a montrées la jeunesse en mai 68. Et l'on ne peut même pas prétexter que cette discipline soit nécessaire du point de vue militaire, car en seize mois, entre les corvées, les gardes et les revues de lacets, il ne reste rien pour la formation militaire des appelés. Ainsi, sous les beaux mots de patrie et de drapeau, le pouvoir demande à l'armée d'embrigader la jeunesse pour la faire rentrer dans le

droit chemin tel que le conçoivent les « flics » et les patrons et pour l'utiliser à la défense d'une classe sociale, la bourgeoisie au pouvoir.

Nous sommes en prison pour avoir estimé qu'il ne suffit pas de « râler » contre une condition qui serait injuste, mais qu'il faut agir pour la changer.

Nous avons pu constater que nous avions en face de nous un système, avec ses valeurs, sa hiérarchie, sa police et ses prisons.

Nous avons également pu constater que, seul face à cette machine, l'appelé ne peut que se briser les reins, d'autant que tout est fait, par le système des punitions, des permissions, des récompenses, pour développer la mentalité du « chacun pour soi ». Voilà pourquoi nous avons lutté à notre modeste échelle pour donner un moyen d'expression collectif aux appelés. Voilà pourquoi nous avons diffusé ces tracts, dans lesquels nous n'avons fait qu'exprimer ce que la majorité des « bidasses » pense tout bas, afin d'en faire autre chose que des robots laissant à la grille de la caserne leur esprit critique et leur personnalité.

Mais nous avons voulu aussi leur permettre de s'organiser, et d'agir collectivement. Car c'est là la seule garantie pour que la jeunesse ne subisse pas le bourrage de crâne militariste, ou qu'elle ne soit pas utilisée par le pouvoir comme force de répression, et, qui sait ? servir de masse de manœuvre à des colonels qui ont montré à Alger ou en Grèce comment ils savent défendre la démocratie.

On nous a dit que l'appelé est un citoyen qui a certains devoirs par rapport à la nation. Mais nous disons qu'il n'y a pas de devoirs sans droits.

Et que dirait l'ouvrier s'il était jugé pour faits de grève par un jury composé du patron et de la maîtrise ? C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui où nous sommes jugés par les représentants de la hiérarchie militaire.

La seule chose qui nous importe aujourd'hui est que nous sommes sûrs d'être compris par les jeunes, sûrs d'être compris par les appelés qui n'ont pu trouver les moyens d'exprimer leur révolte, sûrs d'être compris enfin par les travailleurs qui ne veulent pas voir leurs fils trahir leur lutte et leur drapeau qui sont les nôtres.

VIENT DE PARAITRE

ANDRÉ BARJONET

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LES EDITIONS JOHN DIDIER

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — Le parti communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veuillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de

M

Adresse

• Stage

P.S.U. Fédération de la Sarthe, stage « entreprises ».

Dimanche 1^{er} mars, de 9 h à 19 h, à la Maison Sociale (salle 44), Place Stalingrad, 72 - Le Mans.

Ce stage est ouvert aux camarades des Fédérations de l'Orne et de la Mayenne.

1970 : Le capital sans "supplément d'âme"

Christian Leucate

De juin 1968 à juillet 1969, le pouvoir choisit de laisser jouer dans sa brutalité le mécanisme capitaliste : une croissance économique exceptionnelle — amorcée par la hausse des revenus salariaux — a permis au patronat de ramener le partage des revenus réels entre salaires et profits au niveau d'avant Grenelle. Cette restauration en force de la bourgeoisie française face aux travailleurs n'a cependant pu s'opérer que par une fuite en avant de type inflationniste (forte hausse des prix) qui, dès la mi-1969, menaçait sérieusement la compétitivité des produits français sur le marché capitaliste international.

La dévaluation a entériné le niveau des prix et des revenus résultant de cette double évolution du rapport de forces entre patronat et salariés, entre industrie française et économies étrangères. On pourrait naïvement croire que le capitalisme français ayant ainsi « digéré » Mai n'aurait désormais plus qu'à tenir les promesses faites en son nom par les visionnaires de la « nouvelle société ». On joue, hélas ! moins aisément avec les faits qu'avec les mots, et la situation économique à laquelle le pouvoir doit faire face ne lui permettra guère de faire du sentiment.

Salaire, prix et profit

● Après la dévaluation, il lui fallait tenter de maîtriser les hausses de prix afin que l'avantage commercial sur les marchés étrangers ne se résorbe pas en quelques mois. Or, la bourgeoisie d'affaires n'était pas disposée à tolérer de Giscard qu'il répète l'« erreur » du précédent plan de stabilisation et qu'il impose un contrôle sérieux des prix. Cela aurait eu pour effet de casser la croissance sans précédent des profits industriels et commerciaux que les sociétés privées et les petits entrepreneurs connaissaient depuis près d'un an. C'est donc uniquement par un freinage de la consommation publique et privée que le pouvoir entend lutter contre l'inflation : cela nous vaut la chute des dépenses budgétaires, l'encadrement du crédit (destiné principalement à inciter les entreprises à se montrer particulièrement strictes sur les hausses de salaires), les homélies louis-philipparides du chef de l'Etat sur la vertu d'épargne...

● Mais, le capitalisme français ne peut prendre le risque du ralentissement masqué de la croissance auquel conduit normalement une telle politique de déflation. Il est, en effet, contraint à un rythme soutenu d'investissement s'il ne veut pas aggraver son retard technologique et structurel dans la compétition entre les économies capitalistes avancées et si, accessoirement, il entend conquérir sans tarder les domaines nouveaux (autoroutes, téléphone...) que l'Etat abandonne à sa spéculation. Le pouvoir est donc obligé de donner au plus vite pour issue au plan de « redressement » une politique économique encore plus ouvertement subordonnée aux exigences du patronat : nouvelles faveurs fiscales, relâche-

ment rapide des contraintes de crédit, priorité aux dépenses publiques directement favorables à l'industrie...

La marge de manœuvre est étroite. Même en termes de pure gestion capitaliste, Giscard ne manque pas d'une belle assurance lorsqu'il promet, « pour 1970, la réussite de la politique de redressement, c'est-à-dire la désinflation progressive de notre économie et le rétablissement des équilibres rompus sans porter atteinte à la croissance ».

Incertitudes...

● En premier lieu, Giscard n'est pas seul à vouloir « stabiliser ». Toutes les économies occidentales connaissent une croissance caractérisée par de fortes pressions inflationnistes. La concurrence internationale et la nécessité de préserver le taux de profit face à la montée des revendications sociales imposent à tous les pays capitalistes des réajustements périodiques où les monopoles et l'Etat se concertent, plus ou moins ouvertement, pour assurer un freinage délibéré de la croissance et de l'évolution des prix et des revenus. Les « plans de stabilisation » — organisation volontaire du sous-emploi des capacités productives — loin d'être des péripéties dans une économie de croissance continue sont, au contraire, une forme générale et régulière prise au stade monopoliste, par la contradiction entre développement des forces productives et mode de production capitaliste.

Or, depuis 1968-69, toutes les économies occidentales se trouvent au sommet d'une phase de haute conjoncture. La France, entrée la première dans la « stabilisation », a, jusqu'à présent, largement bénéficié de cette situation : l'évolution rapide des prix étrangers — jointe à la réévaluation du mark — est venue accroître l'avantage commercial reconnu aux industriels français par la dévaluation. Cela explique que, malgré des hausses de prix intérieures considérables, le solde du commerce extérieur se soit amélioré en 1969. Mais la conjoncture internationale qui a largement contribué au succès apparent du « redressement » peut, du jour au lendemain, jouer en sens inverse. Déjà, aux Etats-Unis, la croissance stagne depuis plusieurs mois et un retournement complet des comportements des entreprises et des gouvernements capitalistes est probable pour 1970. La seule incertitude porte en fait sur la date (mi-1970 ?) et l'ampleur de ce renversement.

● Par ailleurs, il est déjà acquis que les hausses de prix français resteront exceptionnellement élevées au début de 1970. En outre, les tarifs publics doivent augmenter dans le cadre de la politique d'austérité budgétaire, et les prix agricoles dans celui du Marché commun. Enfin, le patronat s'en tiendra, sans doute, à sa politique inflationniste tant que les données immédiates de la conjoncture internationale entretiendront les illusions de surcompétitivité nées de la dévaluation. Au

total pour 1970, c'est une hausse à peine inférieure à celle de 1969 (5 % ?) qui semble la plus probable.

...Et certitudes

● Tout cela signifie que, selon l'évolution de la conjoncture internationale, cette inflation se développera sur la base d'une croissance plus ou moins ralentie, mais qu'en tout cas :

1) Dès avant la fin de 1970, le capitalisme français encouragé par le laisser-faire du gouvernement à une politique d'inflation et de suraccumulation de profits — souvent réinvestis à la hâte et sans grande efficacité — ne disposera plus de la ligne de défense temporairement créée par la dévaluation contre l'agression commerciale et financière des économies américaine et allemande.

2) La tentation sera forte pour la bourgeoisie de faire payer la note aux salariés. Même dans l'hypothèse d'une croissance « honorable » (5 %), l'évo-

lution des salaires nécessaires au respect des « équilibres fondamentaux » exigés par le pouvoir n'autoriserait qu'une croissance du pouvoir d'achat (2,5 % environ) comparable à celle des années 1966-1967, à la veille de l'explosion de Mai.

Pour 1970, le succès de la stratégie économique et sociale de la bourgeoisie repose sur la base la plus fragile : le capitalisme français doit faire admettre — et faire jouer — au plus vite les mécanismes de concertation dont il rêve — contrats de progrès — dans le moment même où il est contraint par la concurrence internationale à la surexploitation ouvrière.

Le décalage entre le discours idéologique de la bourgeoisie et la réalité des rapports sociaux du capitalisme aura rarement été aussi criant : Entre la force et le mensonge où le capital trouverait-il un « supplément d'âme » ?



Collombert

A Bayonne comme à Aubervilliers

L'opinion publique s'est émue lors de la mort de cinq ouvriers africains à Aubervilliers, mais pour autant la situation des travailleurs immigrés ne s'est pas améliorée. Nous avons pu le constater dans notre région.

C'est un peu par hasard qu'une de nos camarades a rencontré quelques travailleurs algériens qui l'ont mise au courant de leur situation.

La S.N.C.F. vient de renouveler 50 km de voie ferrée entre Puyôo et Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) sur la ligne de Toulouse à Bayonne. Le travail a été confié à l'entreprise Dehe, de Busigny, siège social à Paris, spécialisée dans le traitement des voies.

Pour effectuer toutes les opérations manuelles, l'employeur utilise des ouvriers algériens et portugais, les conducteurs d'engins étant français. Les immigrés sont payés à des taux divers de 3,50 F (manœuvre) à 4,55 F (poseur), plus une allocation de déplacement de 13,00 F par jour. Le travail étant effectué de nuit est payé avec une majoration de 50 %. Jusque là tout paraît normal. Ce qui l'est moins c'est qu'il est payé 8 h par jour mais que couramment il est effectué 9 h, 9 h 30 ou même 10 heures. Si bien que l'on peut affirmer que chaque travailleur perd mensuellement au moins 30 heures, soit pour les uns 236,00 F environ et pour les autres 306,00 F.

Le scandale ne s'arrête pas là. L'employeur ayant des chantiers dans toute la France déplace le personnel continuellement. Pour conserver « sa » main-d'œuvre il fournit le logement aux travailleurs immigrés.

Ce logement est en principe gratuit. En fait, il faut verser de la main à la main 5,00 F par jour, soit 150,00 F par mois pour avoir le droit de loger à douze dans une vieille voiture à voyageurs.

(150,00 × 12 = 1.800,00 F mensuels. Pas mal !)

Ces wagons, dont certains sont en bois, sont très vieux, il y en a dont la mise en circulation date de 1909 et de 1911. Deux vitres sur trois sont brisées et remplacées par des planches ou des tôles. Les poêles à charbon (combustible non fourni) sont pratiquement hors d'usage.

Pas d'installation, donc pas de lavabo ou douche, pas de w.-c. Les ouvriers, ils sont 80 environ, sont obligés de se rendre à la gare distante de 300 m. Ils doivent traverser les voies parcourues jour et nuit par des trains pour obtenir de l'eau et accéder à l'unique w.-c.

L'électricité a été installée dans les wagons par des moyens de fortune avec des câbles dont certains sont des câbles de téléphone de campagne, posés à même le sol et dénudés en de nombreux endroits.

L'employeur a uniquement fourni des sommiers métalliques, chaque ouvrier se

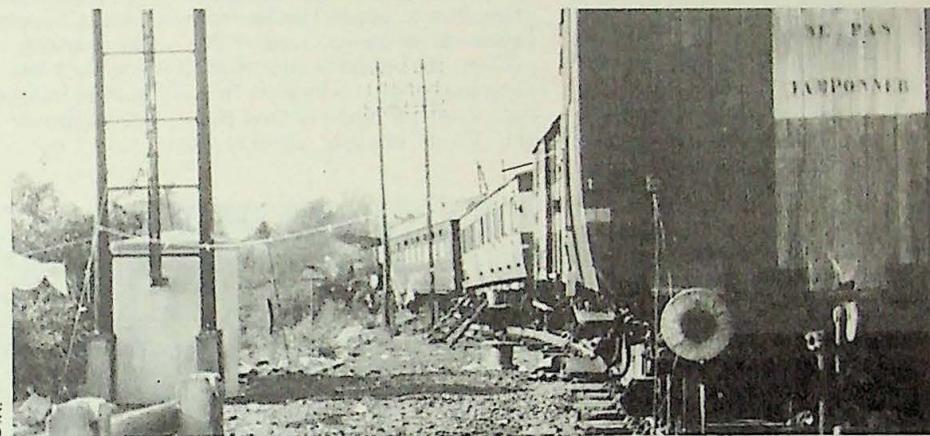
procurant lui-même la literie et tous les ustensiles de cuisine nécessaires à la confection des repas.

L'état sanitaire de ces travailleurs est déplorable. En 6 mois, 8 malades sérieux (sur 80) dont cinq ont été hospitalisés. Aucune visite médicale depuis plusieurs années.

Algériens et Portugais vivent entre eux en bonne intelligence, à l'écart de la population. L'employeur les a installés dans une petite commune située à 50 km de Pau et 50 km de Bayonne, les isolant parfaitement. Aucune organisation, aucun syn-

dicat ne s'est préoccupé jusqu'à ce jour de ces travailleurs étrangers et de leurs conditions de vie misérables.

Le chantier de voie arrivant à Bayonne la section de notre parti a été alertée. Malheureusement les travaux s'achevant, les travailleurs étrangers quittent la région. Mais le patron n'oublie rien, en particulier une grève de quelques jours en septembre. Les meneurs, ou ceux qui sont considérés comme tels sont débauchés purement et simplement. A peine une vingtaine aura le droit d'aller travailler pour la maison Dehe sous d'autres cieus.



Scandale au Mans

Le 30 novembre 1968, avec grand brio, était inauguré le « Foyer du Bâtiment » créé à l'initiative de l'Union départementale de entrepreneurs et artisans du bâtiment. Ils s'étaient en effet aperçus que, depuis quelques années, se produisait localement le même phénomène qu'en certaines régions (notamment en région parisienne) : les travailleurs français désertent les professions du bâtiment et généralement les travaux pénibles.

Des travailleurs étrangers (Espagnols, Portugais, Nord-Africains) sont alors arrivés de façon spontanée dans la région, offrant leurs services dans le « bâtiment ». C'étaient des « clandestins » qu'on régularisait. « Bonne aubaine », pour les employeurs qui cherchaient de la main-d'œuvre. Ainsi des contingents assez importants se sont présentés, arrivant à point juste avant l'hiver, au moment où d'autres industries embauchaient d'anciens travailleurs du bâtiment.

Un hébergement a donc été créé sur la seule décision des entrepreneurs qui se réservaient la conception de ce foyer, et lui imposaient conditions et réglementation.

Surnombre

Cet hébergement, qui n'est finalement qu'un dortoir, devait abriter 300 hommes au maximum. Ce chiffre a vite été dépassé au point que les chambres conçues pour trois travailleurs en abritent presque systématiquement quatre, et des chambres personnelles

deux. Mais ce surnombre en est arrivé à un point critique et scandaleux.

« Nous ne voulons plus coucher dans l'écurie » disent certains, ou encore : « On serait mieux à l'hôpital — nos lits c'est pour transporter les morts. »

Dans des pièces au sous-sol (où les notables n'ont passé qu'un quart d'heure pour faire des discours sur le but social du foyer), ont été hébergés, pendant plusieurs mois, quinze hommes sur des lits de camp et dans des duvets.

Le mobilier

Quelques chaises, deux tables, des ficelles et des pointes aux murs pour les vêtements.

Ainsi, trente et un travailleurs dormaient dans les caves de l'immeuble, occupant des salles nouvelles réservées pour un but « socio-culturel » : enseignement, télé...

Prix des loyers

L'excès de locataires n'a pas changé le prix des loyers, qui apparaissent scandaleux. Les travailleurs ont à leur disposition pour dormir, manger, écrire... une seule pièce pour deux, cinq, sept les services (cuisines, w.-c.) étant communs. Compte tenu également des défauts de construction, ces logements sont de type « supercollectifs ».

Voici les tarifs des loyers mensuels pour les chambres de ce dortoir (ni cantine, ni salle de réunion, ni aménagement ménager adapté) :

Par jour	Par mois	
	(bâtiment)	(non bâtiment)
Chambre à 1 lit F 4,50	135,00	165,00
Chambre à 2 lits F 4,00	120,00 × 2 = 240,00	285,00
Chambre à 3 lits F 3,50	105,00 × 3 = 315,00	405,00
Chambre à 4 lits F 3,30	99,00 × 4 = 396,00	480,00
Chambre à 5 lits F 4,00 (non bâtiment) (1)		120,00 × 5 = 600,00
En cave F 2,00		60,00 × 15 = 900,00

(1) Non bâtiment : le patron n'est pas affilié à l'Union Départementale des Entrepreneurs et Artisans du Bâtiment de la Sarthe.

Ces loyers sont donc en disproportion avec les prétentions du foyer à être « service social ». Depuis quand, dans un logement normal, chaque membre de la famille paye-t-il lui-même un loyer ?

Qu'il y ait un prix de revient élevé des services : entretien, eau, faut-il s'en étonner ? Faut-il reprocher à ces gens, se salissant dans leur travail et par la sueur, de consommer plus d'eau que dans une famille qui ne compte qu'enfants ou travailleurs en cravate ?

Situation géographique

Par ailleurs, ce foyer est absolument excentrique, cela nécessitant un déplacement assez considérable pour se rendre au travail sur des chantiers situés à la périphérie de la ville ou à

l'opposé. Ainsi un bon nombre vont au travail à pied, faisant jusqu'à 1 h. 30 de marche, matin et soir.

Enfin, ces 500 usagers du foyer n'ont aucun moyen de se faire entendre de ceux qui déterminent leurs conditions de vie dans ce foyer, alors que ce pourrait être le lieu d'une certaine promotion...

Devant une telle situation qui ne fait que se détériorer (puisque les contrats continuent de spécifier le foyer comme promesse d'hébergement), la C.G.T., défendant les droits élémentaires des camarades de travail, exige que se tienne une rencontre avec ceux qui ont assumé, en même temps que l'initiative, la responsabilité de ce foyer. □

Histoire d'un contrat de progrès

Jacques Ferlus

L'Histoire est ainsi faite qu'en bien des choses on oublie les précurseurs. Pour les contrats de progrès par exemple, on parle et on écrit beaucoup sur celui de Berliet ou celui de l'E.G.F.

Pourtant le premier en date est celui de la Fonction publique qui a été signé en octobre dernier. Apparemment il ne s'agit que d'un petit accord qui ne doit concerner que les salariés appartenant aux catégories C et D. A y regarder de plus près on réalise que l'affaire est d'importance.

Précisons d'abord ce qui se cache derrière les lettres C et D : tout simplement les fonctionnaires les plus bas de l'échelle. Ceux qui sont recrutés sans diplômes (ouvriers de l'Etat, femmes de ménage...), ceux qui sont titulaires du certificat d'Etudes ou du B.E.P.C. (agents techniques, certains douaniers, les facteurs, les agents de guichet...). On trouve dans ces deux catégories les fonctionnaires aux salaires les plus bas qui sont aussi les plus nombreux. En principe, quand il y a du mécontentement dans la fonction publique, il vient le plus souvent de ces salariés.

Après les grèves de 1968, les syndicats de fonctionnaires ont demandé une redéfinition de ces catégories. Le Gouvernement a mis en place une commission bi-partite présidée par M. Masselin. Le travail de cette commission fut bon, ses propositions sont reconnues comme valable : les augmentations de salaires seront plus fortes pour les petites catégories, les emplois sont mieux définis, il n'y a plus que sept échelles hiérarchiques au lieu de dix. Dans un premier temps cela doit se concrétiser par des augmentations.

Les conclusions de la commission Masselin sont données au gouvernement le 26 mars 1969 et on attend. Les travailleurs sachant qu'avec ce pouvoir il faut toujours attaquer, diverses actions sont lancées pour forcer le gouvernement à prendre position.

Quatre ans de tranquillité pour le pouvoir

Le 10 octobre dernier, après une période assez agitée dans les entreprises nationalisées et au moment des premiers remous à l'E.G.F., le secrétaire d'Etat à la fonction publique, M. Malaud, convoque les organisations syndicales : C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.F.T.C. et F.E.N.

Après une bonne journée de discussions un accord est signé. Il reprend en grande partie les conclusions de la commission Masselin mais en écartant les augmentations prévues

sur une période de quatre années. Tout le monde est content, tout le monde signe. Sauf la C.G.T.. Cette dernière accepte les conclusions Masselin mais rejette deux paragraphes de l'accord.

Le premier est celui qui dit que l'Etat-patron et les syndicats « expriment leur intention commune de développer dans la Fonction publique une politique de concertation... ». Le deuxième dit carrément qu'il n'est pas permis « d'envisager durant la période d'exécution la modification des classements des fonctions et des emplois... ou la satisfaction de demandes nouvelles fondées sur la réalisation de cette réforme ». Autrement dit pendant quatre ans, contents ou pas, les petits fonctionnaires ne peuvent pas bouger. C'est un vrai contrat de

F.O. ne manque pas de le considérer comme un « important succès », la C.F.D.T. déclare qu'il est le fruit d'une véritable négociation. Dans le camp gouvernemental certains conseillers du Premier ministre ne cachent pas combien ils ont été surpris par la facilité et la rapidité avec lesquelles les syndicats sont tombés dans le piège de la participation.

Heureuse surprise pour ces messieurs...

Les postiers C.F.D.T. contestent

Du côté des signataires syndicaux on est aussi très étonné du refus de la C.G.T. Il semble que tout au long de la discussion la délégation C.G.T. a laissé supposer qu'elle était favorable à cet accord. Mais au mo-

une certaine panique à la C.F.D.T. et plus particulièrement à la Fédération Générale des Fonctionnaires responsable de la signature de l'accord. Dans la délégation C.F.D.T. il y avait un représentant de la Fédération des P.T.T. qui a refusé d'épouser la position de la fédération des fonctionnaires. Dès le lendemain les postiers de la C.F.D.T. déclaraient qu'ils refusaient cet accord pour les mêmes raisons que la C.G.T. Ils ajoutaient que même sur le plan matériel les avantages de cet accord auraient été obtenus de toute façon. Il n'était donc pas nécessaire de lier les travailleurs pour quatre ans.

La fédération des fonctionnaires tente de justifier sa position en expliquant que « le mot concertation doit être compris dans le sens négociation... ». On voit d'ici le sourire en coin de M. Chaban-Delmas.

Mais les sections P.T.T. de la C.F.D.T. n'en sont pas moins déterminées. Elles sont nombreuses à travers la France, pour demander que la démocratie, dont on parle tant dans leur confédération, soit appliquée dans des affaires aussi importantes. Les intéressés doivent être consultés avant toute décision. Elles sont unanimes pour demander à la fédération des P.T.T. de reconsidérer sa place à l'intérieur de la fédération des fonctionnaires.

res. A l'heure qu'il est les postiers ont interrompu toutes leurs relations avec cette fédération.

Les choses en sont là. Au congrès C.F.D.T. de Mai 70 il y aura un débat serré sur ces fameux contrats de progrès. Comme on le voit ils n'apportent rien de bien important aux travailleurs en regard de la façon dont ils les lient au pouvoir. Ils n'apportent également rien de positif aux syndicats mais ils créent quelques affrontements et quelques menaces de divisions supplémentaires dont le syndicalisme n'a nul besoin.

La politique des contrats de progrès est néfaste, nous l'avons toujours affirmé ici. Mais aucun militant socialiste sérieux ne peut laisser les syndicats s'en débrouiller seuls.

Dans les entreprises, les sections syndicales, il faut tout mettre en œuvre pour expliquer la visée du pouvoir, pour dénoncer cette politique de soi-disant progrès. De ces discussions, de ces débats la conscience des travailleurs doit sortir renforcée.

Il n'y a pas de meilleure garantie pour les négociateurs syndicaux que de savoir qu'ils sont les représentants de la détermination ouvrière. Puisent les trois premiers contrats de progrès selon la formule du pouvoir, être aussi les trois derniers. □



D.R.

progrès selon Chaban-Delmas. On comprend que la C.G.T. ait refusé sa signature sans éprouver le besoin d'organiser un référendum pour consulter la base.

Les syndicats pris au piège

Hélas toutes les autres organisations ont signé et aujourd'hui l'accord est en vigueur.

ment de la signature c'est un nouveau venu dans la délégation, le camarade Redon, qui a annoncé l'opposition de son organisation. Cette tactique du changement de négociateurs a été reprise quelques semaines plus tard à l'E.G.F. Quoi qu'il en soit, les ambiguïtés de la C.G.T. n'expliquent pas la signature des autres syndicats.

Tout aurait pu en rester là si l'affaire n'avait pas provoqué

Ouvert de 9 h à 19 h
Samedi de 9 h à 13 h

54, boul. Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65

librairie tribune socialiste

EDITIONS DU SEUIL

- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, François Fejto - Deux volumes —
Tome I 30,00
Tome II 36,00
- POUR LA LIBERATION DU BRESIL, Carlos Marighela 12,00
- LE CONGRES CLANDESTIN 25,00
- LA FILIERE, Periclès Koravessis 12,00
- LE LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRECE, Athènes-Presses-Libre 15,00
- LES ANARCHISTES ESPAGNOLS ET LE POUVOIR, Cesar M. Lorenzo 29,00

EDITIONS OUVRIERES

- INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES, L. Scherrer 22,00
- VILLES ET CITOYENS, L. Chenot et R. Beaunez 16,00
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel. 26,00
- LES MECANISMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT 21,30

Au mépris de la solidarité ouvrière

De notre correspondant
à Besançon

Le 19 novembre, à la réunion du « Comité Mixte d'Etablissement » de la gare de Besançon, le chef de gare informe les représentants syndicaux que la Direction de la S.N.C.F. a décidé de transférer l'exploitation d'un chantier de la gare (manutention) à une entreprise privée. (Cette mutation entraîne la suppression de 17 postes pour les cheminots de Besançon.)

Sur leur demande, toutes les organisations syndicales de l'établissement sont reçues par le chef du service de la région Sud-Est, début décembre ; cette entrevue ne fait que confirmer la décision de la Direction.

Le 19 décembre, la C.F.D.T. et la C.G.T. décident alors de passer à l'action et lancent une grève locale de 24 heures qui est suivie par 75 % du personnel.

Et l'on arrive ainsi à la réunion du 21 janvier, où les délégués du Comité Mixte d'Etablissement remettent en cause le transfert du chantier de manutention à une entreprise privée. Le chef de gare donne alors lecture d'une lettre du chef d'arrondissement de Dijon : il n'est absolument pas question de surseoir à la décision préalablement annoncée ; le chantier passera au privé le 1^{er} février.

La capitulation ou le coup de force

La délégation C.F.D.T. demande une suspension de séance et quitte la salle en compagnie des délégations F.O. et C.G.T. Au cours de cette suspension, compte tenu de l'impossibilité de négocier, la C.F.D.T. propose aux autres organisations « de retenir », après la réunion, le chef de gare ; F.O. donne son accord ; la C.G.T. après consultation de l'échelon fédéral à Dijon, déclare ne pouvoir accepter de « tels procédés ».

Les délégués reviennent en séance et à l'issue de l'entrevue, un représentant C.F.D.T. fait part au chef de gare de la décision arrêtée au cours de la suspension ; celui-ci sans manifester trop de surprise s'incline et demeurera avec les délégués de 21 h à 22 h, convaincu d'ailleurs qu'il n'est pas mis personnellement en cause.

A 22 h, l'objectif visé est atteint : interventions, menaces des supérieurs hiérarchiques locaux ; communications téléphoniques un peu affolées avec les directions de Paris ; compte rendu de l'incident par la presse, la radio et la télévision.

Placée devant le fait accompli, nos camarades de Besançon ont refusé de capituler. Ils ont choisi une action spectaculaire, qui, si elle n'est pas dans les traditions syndicales, a eu le mérite incontestable d'attirer l'attention du grand public sur l'un des nombreux exemples de démantèlement de la S.N.C.F.

Ils ont pris des risques :
— un sous-chef de gare (C.F.D.T.) est suspendu ;
— cinq militants C.F.D.T. ont été sanctionnés et victimes d'une retenue de 3 à 6/12^e sur leur prime de fin d'année.

A défaut d'action de masse

Aussi, les cheminots ont-ils été surpris par la teneur d'un tract édité par nos camarades C.G.T. du secteur de Dijon ; tract dans lequel ceux-ci condamnent l'action des délégués C.F.D.T., assimilent leur action aux agissements de « certains gauchistes », les accusent de faire le jeu de la direction, etc.

Bien sûr, nous aussi nous préférons l'action de masse à des initiatives isolées. Mais faudrait-il encore qu'elle existât, cette action

de masse. Quelle stratégie avons-nous à opposer à la dénationalisation de la S.N.C.F. ? Sur notre région, l'arrondissement EX de Saint-Etienne a disparu ; des ateliers et magasins MT ont été fermés ; des lignes sont supprimées ; il est fait appel à des entreprises privées à Besançon, Chalon, Bellegarde, Roanne, Nevers, Montargis... Faut-il attendre les décisions de la Direction sans réagir ? Pouvons nous penser un instant que les patrons reculeront devant des tracts ou des pétitions ?

Et puis, ce n'est pas tradition à la C.G.T., de dénoncer des actions, dont certes les formes peuvent être discutées, mais qui sont indiscutablement le fait de représentants ouvriers, peut-être maladroits, mais sûrement courageux. Bien au contraire, nous devons af-

firmer notre soutien et notre solidarité aux camarades sanctionnés.

Nous sommes conscients que la C.G.T., comme toute organisation syndicale, n'a pas à s'aligner sur telle ou telle centrale, qu'elle n'a pas à faire de « suivisme » et qu'elle est libre de ses décisions et de ses actions.

Qui fait le jeu du patronat ?

Mais nous sommes également conscients que des discussions, à tous les niveaux, entre responsables syndicaux seraient plus profitables aux travailleurs que des accusations et des condamnations hâtives, qui elles, font à coup sûr, le jeu du patronat.

C'est dans la critique en commun, d'actions et de faits concrets,

dans la recherche collective d'un programme unitaire d'action que nous ferons progresser nos luttes. Mieux que les allusions, les surenchères, les attaques que nous trouvons presque quotidiennement dans les tracts et la presse syndicale, ce sont les discussions ouvertes qui feront avancer le mouvement ouvrier.

Certes des concessions seront nécessaires de part et d'autre. Mais les travailleurs, confrontés aux mêmes problèmes, soumis aux mêmes pressions, à la même exploitation, comprendraient mal que les grandes centrales ouvrières ne puissent pas se mettre d'accord sur un programme commun ; et ils comprendraient encore moins que ne soit pas respecté par tous l'un des principes essentiels qui régissent le monde du travail : la solidarité ouvrière. □

Résolution de la D.P.N. sur les entreprises

L'organisation du secteur Entreprise, chargé d'appliquer la stratégie globale du parti sur ce terrain des luttes, doit être poursuivie par branches d'industries et par trusts.

La formation de base doit être le groupe ou la section d'entreprise, mais à titre transitoire, une forme d'implantation peut être envisagée : le groupe inter-entreprises.

Ces collectifs de militants ont la pleine responsabilité politique sur leur terrain, dans le cadre de l'organisation du parti, le contrôle politique se faisant a posteriori dans les instances régulières du parti.

La D.P.N. rappelle à toutes les fédérations et sections la priorité

de l'implantation et de l'organisation des militants dans les entreprises, cet impératif étant valable pour toutes les instances du P.S.U.

La réalité économique et sociale dans le pays, et l'accélération des concentrations et fusions de l'industrie exigent une accélération de la mise en place d'instances politiques inter-professionnelles régionales, étant entendu qu'il s'agit de régions ayant une réalité économique et non des frontières administratives actuelles, et que c'est en tenant compte de ces données, comme des difficultés réelles des régions, qu'il faut accélérer cette mise en place.

La direction politique des luttes dans le secteur des entreprises doit

se situer d'emblée là où le combat devrait se situer, compte tenu de la nature du conflit et de la nature de l'adversaire réel.

La D.P.N. donne mandat à la Commission Nationale Entreprise pour organiser une conférence nationale des sections et groupes d'entreprise du Parti se reconnaissant comme tel, afin de structurer ce secteur, avec prise en charge financière par la trésorerie nationale, au même titre que les conférences nationales étudiantes.

Cette conférence aurait, en particulier, à son ordre du jour la mise en place des structures du secteur, et se tiendra trois semaines à un mois avant le Conseil National du parti.

Qui viole la loi à Dunkerque

De notre correspondant

Ça paraît ahurissant et pourtant c'est vrai ! Jeudi dernier, l'organisation patronale du port de Dunkerque a assigné en justice le secrétaire du syndicat des dockers, en lui réclamant 10.000 F de... dommages et intérêts ! Pourquoi ? Tout simplement parce que les exploitants du port estiment avoir subi des préjudices du fait que les dockers ont fait grève les 4 et 5 février derniers. Les patrons disent : « Nous subissons des grèves pour des motifs qui ne nous regardent pas (!) ». Affirmation qui ne résiste pas à l'analyse des faits. Comme si le combat des dockers n'avait pas pour origine la politique de profits qui lie l'organisation patronale du port aux trusts dont Usinor est le principal représentant.

Car les faits sont là. Jadis le port de Dunkerque faisait vivre une multiplicité de travailleurs. Maintenant le trafic des marchan-

dises diverses est pour l'essentiel abandonné au profit des pondéreux (Usinor) et du pétrole (B.P.). Les dockers, dont le nombre ne cesse de décroître, défendent leur droit au travail et force leur est d'user de ce droit de grève, inscrit dans la Constitution.

Alors, les patrons croient avoir trouvé la parade à la grève légitime des travailleurs, ressentie comme une atteinte à leurs super-bénéfices ; ils veulent traîner les dockers devant les tribunaux au moment où eux-mêmes violent la loi en attaquant le droit de grève !

Les dockers et l'ensemble des travailleurs de Dunkerque ne se laisseront pas impressionner. Le combat s'engage et les militants du P.S.U., solidaires de leurs camarades, y prennent leur part, en popularisant à cette occasion la campagne du « Contrôle ouvrier » plus que jamais d'actualité. □

VIENT DE PARAÎTRE

Introduction aux 17 Thèses du 6. Congrès National du P.S.U.

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum - 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE - Librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Tchad
palestine
amérique
latine
vietnam

Johnny Makatini est un des responsables de l'« African National Congress », la principale organisation de résistance en Afrique du Sud ; il a accepté de se rendre à Paris à l'occasion du grand meeting anti-impérialiste et il prendra la parole à la Mutualité le 23 février. Au cours d'une longue conversation que j'ai eue avec lui à Alger, il a bien voulu situer le sens de la résistance en Afrique Australe et a tout particulièrement insisté sur l'écrasante responsabilité que porte le gouvernement gaulliste par son soutien au régime fasciste de Prétoria.

La République Sud-Africaine

1.221.037 km².

17.867.000 habitants.

Population blanche 19 %
dont un tiers de Boers.

Capitale administrative :
Pretoria.

Capitale législative : Le
Cap.

Agriculture et élevage prospères. Sous-sol très riche ; **industrialisation** la plus développée de l'Afrique. **Mines** : or et chrome (premier producteur mondial) ; diamants, cuivre, manganèse, amiante, antimoine, oxyde d'uranium, étain...

Il faut briser le complot du silence

Interview recueillie par Marc Heurgon

T.S. : Comment a évolué votre mouvement ?

J.M. : C'est une bien longue histoire que celle qui nous a fait peu à peu prendre conscience de la vanité de la protestation non violente contre le régime raciste de l'Afrique du Sud ; l'étape essentielle a été je crois franchie en décembre 1961, lorsqu'après la violente répression qui fit suite à une grève générale lancée par l'A.N.C. (« African National Congress »), au moment où l'Afrique du Sud quittait le Commonwealth et devenait

l'Afrique du Sud les pays voisins, comme le Sud-Ouest africain, la Rhodésie de I. Smith, les colonies portugaises du Mozambique et de l'Angola.

T.S. : Mais dans ces pays, la résistance aux régimes coloniaux se fait de plus en plus vive.

J.M. : Bien sûr, et nous sommes étroitement liés à ces mouvements de libération. Nous avons par exemple un véritable accord militaire avec le ZAPU qui est le mouvement de résistance en Rhodésie ; la convergence de notre lutte est

le réduit sud-africain. C'est ne pas tenir compte de l'interdépendance qui existe entre les positions colonialistes : il est bien évident que le gouvernement sud-africain défendra les Portugais jusqu'au bout ; c'est une nécessité de prendre l'offensive sur tous les fronts en même temps. C'est pourquoi, nous sommes obligés de prendre des risques énormes pour rentrer dans « l'intérieur », y développer nos bases, assurer par l'action clandestine et le sabotage des usines d'armement, des voies de communication, etc.,



A.F.P.

indépendante, nous avons compris que seule la lutte armée était adaptée à la situation et nous nous sommes donné une organisation militaire, l'« Umkonto We Sizwe », ce qui en zoulou, veut dire le « fer de lance de la nation », et ce qui correspond un peu à ce qu'est « El Assiffa » pour nos camarades palestiniens.

Nous nous sommes heurtés à d'énormes difficultés. D'abord il faut savoir que par suite de l'apartheid, aucun Africain n'est appelé à servir dans l'armée dite « nationale » en Afrique du Sud ; c'est donc un moyen de formation militaire qui nous échappe et il nous faut former au moins nos cadres à l'étranger, en U.R.S.S., en Chine, en Algérie, par exemple. Il faut tenir compte ensuite des glacis de protection que constituent pour

étroite, comme l'est d'ailleurs celle des régimes racistes puisque le gouvernement de Prétoria a envoyé 2.500 hommes soutenir celui de Salisbury ; récemment, nous avons réussi ensemble à attaquer l'aérodrome de Victoria Falls. De la même manière, nous sommes en liaison étroite avec les camarades du FRELIMO au Mozambique ou du M.P.L.A. en Angola.

Mais ce qu'il faut bien comprendre, c'est que notre effort principal doit porter sur notre propre pays ; certains de nos alliés africains n'ont pas toujours compris notre point de vue : on nous prêchait la prudence, on nous conseillait de consacrer d'abord toutes nos forces à la libération d'une base de départ, le Mozambique par exemple, ce qui permettrait ensuite d'attaquer avec plus d'efficacité

l'insécurité de l'ennemi. Il est vrai que la répression est extrêmement forte et que tout résistant arrêté en a au mieux pour 20 à 25 ans de prison ; il est vrai que le relief de l'Afrique Australe se prête mal à l'organisation de vastes maquis, mais notre peuple est un refuge plus sûr que les montagnes.

T.S. : Comment êtes-vous organisés ?

J.M. : D'abord nous recrutons des combattants dans toutes les couches sociales de la nation : des paysans bien sûr, des étudiants qui sont contraints de poursuivre leurs études à l'étranger puis reviennent au combat, constituent une fraction importante de nos cadres militaires, malgré la répression et les emprisonnements. Mais surtout, vous savez que l'Afrique du Sud compte le prolétariat le plus nom-



breux du continent : il a donc fallu nous organiser particulièrement dans les quartiers ouvriers des grandes villes, par des cellules restreintes, aptes à un travail de porte à porte, permettant des actions rapides comme cette démonstration de décembre 69 (explosions et distribution simultanées de milliers de tracts dont toute la presse raciste a bien été obligée de parler).

En ce qui concerne la direction de l'A.N.C., nous avons subi un coup très dur en 1963, quand les principaux dirigeants, dont Nelson Mandela, ont été surpris et arrêtés dans le quartier général secret près de Johannesburg. Il a été nécessaire de se réorganiser à l'extérieur et le comité national exécutif qui comprend huit membres, siège actuellement en Tanzanie de même que le conseil national de la révolution qui, avec neuf membres, est en fait la direction militaire.

T.S. : Mais quel est votre programme ?

J.M. : Il n'a pas changé depuis quinze ans et nous savons bien qu'il nous faudra lutter encore durant de longues années. C'est en 1955 qu'au Congrès du Peuple de Johannesburg, nous avons proclamé la « Charte de la Liberté », après consultation de la population : ce furent alors des montagnes de papiers, exprimant les vœux de chacun et étudiés par des commissions. Nous proclamons que l'Afrique du Sud est assez grande pour accueillir tous ceux qui voudront y vivre, dans une parfaite égalité de droits, avec interdiction de toute marque de racisme et reconnaissance à tout groupe ethnique d'avoir sa culture, sa religion, etc. Un homme, une voix, tel est le seul principe acceptable ; mais il y a place chez nous pour tout le monde, pour les 3 millions de Blancs, les 13 millions d'Africains, le million et demi de métis, le demi-million d'Asiatiques. Bien entendu, il

faudra pratiquer une réforme agraire qui laisse la terre à ceux qui la travaillent et non comme aujourd'hui aux seuls Blancs pour 87 % de la superficie ; il faudra rendre à la nation les mines d'or ou de diamant qui sont sa possession. Mais nous qui souffrons tellement de l'apartheid nous ne pratiquerons pas un racisme à rebours et nous récusons tout mot d'ordre visant par exemple à jeter les Blancs à la mer ; les Afrikaners sont venus de Hollande, il y a plus de trois cents ans et ils ont droit de vivre dans ce pays, sinon de le dominer. Un exemple concret de notre volonté, c'est la présence de Blancs dans les rangs de l'A.N.C. et notamment au Conseil de la Révolution, c'est aussi notre volonté de maintenir le contact avec la minorité européenne non raciste, que ce soit le Congrès des démocrates ou le parti libéral d'Alan Paton, même si nous doutons de l'efficacité des moyens qu'ils emploient pour lutter, dans une situation il est vrai particulièrement difficile.

T.S. : Que dire de la politique française à l'égard de l'Afrique du Sud ?

J.M. : Il faut d'abord s'en tenir au simple énoncé des faits. A deux reprises, en 1963 et en 1964, le Conseil de sécurité a voté un embargo sur les ventes d'armes au régime fasciste sud-africain. Or, le gouvernement français est pratiquement le seul au monde qui ait refusé de se plier à cette décision ; même les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont renoncé à leurs livraisons ; la France les a au contraire intensifiées depuis cette date. On comprend dès lors que Ben Shoeman, ministre sud-africain des transports ait pu rendre au régime gaulliste ce singulier hommage : « Quelle serait aujourd'hui notre situation en Afrique du Sud si nous n'avions pas bénéficié de relations amicales avec la France ? Comment

l'Afrique du Sud aurait-elle pu mettre sur pied l'armée la plus forte de tout le continent africain ? ».

T.S. : Pouvez-vous citer des faits précis.

J.M. : Oui. Pour l'aviation, il s'agit de 36 « Mirage » (20 chasseurs bombardiers et 16 intercepteurs de chasse) ; ils sont livrés en grands éléments et remontés dans la banlieue de Prétoria, avec l'aide de plusieurs ingénieurs de la maison Dassault. En ce qui concerne les hélicoptères, sur un total de 80 appareils, l'armée sud-africaine est équipée d'une cinquantaine « d'Alouette » et de 16 « Super-Frelon », la France a fourni également les pilotes d'essai. La première usine d'aviation sud-africaine, dépendant de l'« Atlas Aircraft Corporation » a été installée près de Johannesburg, avec l'aide de Sud-Aviation qui a fourni des ingénieurs-conseils et une partie des machines-outils. On comprend que l'inauguration ait eu lieu en présence de Maurice Papon, aujourd'hui député U.D.R.

Pour la marine, la France a fourni à l'Afrique du Sud les premiers et les seuls sous-marins de sa flotte, trois « Daphné », construits aux chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes. Le premier a été lancé en mars 69 en présence de Botha, ministre sud-africain de la Défense ; des mesures de secret avaient été prises pour que la presse ignore sa présence.

Pour l'armée de terre, les usines d'armement sud-africaines fabriquent, sous licence française depuis plusieurs années, des tanks Panhard, des A.M.L.60 et des A.M.L.90.

La France aide encore l'Afrique du Sud dans le domaine des fusées et des missiles : le premier engin sol-air « Cactus » de l'Afrique du Sud a été mis au point en coopération avec une société française. La France est un des principaux acheteurs de l'uranium sud-africain ; les allées et venues entre Prétoria et Paris des chercheurs de l'énergie atomique sont connus de tous.

Chacun de ces faits est désormais connu ; j'ai cité volontairement des sources françaises ou européennes que chacun peut vérifier.

T.S. : Quelles sont les conséquences de cette politique ?

J.M. : Sur le plan international d'abord il faut signaler que la France qui a quitté l'O.T.A.N. justifie ouvertement sa politique par la nécessité de créer en Afrique Australe une base militaire solide, capable de contribuer en liaison avec le Brésil et la Nouvelle-Zélande à la défense du « monde libre ». C'est une première contradiction avec les affirmations officielles de son gouvernement sur la politique d'« indépendance » et je vous renvoie à ce sujet à un récent article de la « Revue de Défense Nationale ».

Sur le plan de la lutte contre le gouvernement raciste de Prétoria, la France qui en paroles condamne l'apartheid, porte des coups extrêmement durs à la résistance africaine : chacun sait que le co-

lonialisme portugais serait déjà battu en Angola s'il ne pouvait s'adosser sur le réduit sud-africain ; chacun sait que les hélicoptères servent particulièrement à pourchasser les résistants dans la brousse, les chars à intervenir dans les manifestations de rues, les sous-marins à bloquer les côtes et empêcher les débarquements d'armes.

T.S. : Et pourtant le mythe gaulliste subsiste encore en Afrique ?

J.M. : C'est ce qui est le plus grave. De Gaulle, par sa politique machiavélique, a totalement réussi à neutraliser l'opinion africaine par rapport à notre combat. Si les Américains avaient fait de telles livraisons à l'Afrique du Sud, ils auraient été conspués par l'opinion internationale tout entière. Mais de Gaulle ? Le chef de la « France libre » qui soutient un gouvernement dont le chef fut interné durant la guerre comme admirateur d'Hitler ? Le « décolonisateur » qui soutient les forces les plus rétrogrades du Portugal et de l'Afrique du Sud ? L'homme qui critique l'agression américaine au Vietnam et fournit les armes qui permettent la persécution de milliers de résistants africains ? Comment est-ce possible ?

Il faut que vous compreniez que la politique gaulliste et aujourd'hui celle de Pompidou servent d'alibi à tous ceux qui, en Afrique, sont prêts à des compromis avec l'impérialisme. Quand Debré envoie une mission confidentielle à Prétoria, pour y promouvoir le tourisme sud-africain à la Réunion, il fournit le feu vert qu'attendait Tsirana à Madagascar pour accepter une liaison aérienne régulière entre l'Afrique du Sud et la grande île, prélude à d'autres contacts. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement le Malawi, qui au nom du « réalisme » établit des relations économiques et politiques avec l'Afrique du Sud, ce sont les pays francophones comme le Gabon et bientôt sans doute la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire qui font défection et renforcent le racisme sud-africain.

T.S. : Et que pouvons-nous faire ?

J.M. : La réponse est simple. Chaque fois que l'un des nôtres vient en France, il est frappé par une situation paradoxale : il constate qu'il existe chez vous des forces révolutionnaires et anti-impérialistes plus fortes et mieux structurées qu'ailleurs, que vous vous battez avec courage pour le Vietnam, la Palestine, l'Amérique Latine, mais lorsqu'il s'agit de l'Afrique du Sud et de l'apartheid, c'est le silence. Nous ne comprenons pas ; nous nous demandons comment peut s'expliquer une telle absence de réaction devant une politique qui vous touche directement, puisqu'il s'agit de la politique de votre gouvernement ; nous nous disons que vous ignorez ce qui se passe, que ce gigantesque « complot de silence » vous atteint vous aussi. Mais il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer ; les preuves sont là ; l'agression française contre les résistants africains continue chaque jour. Alors, allez-vous continuer à laisser faire ? □

Georges Pompidou à Washington Eldridge Cleaver à Paris

Manuel Bridier

Le 21 février est au mouvement étudiant international ce que le 1^{er} Mai est à la classe ouvrière. De plus en plus, cependant, cette journée anticolonialiste mondiale débordé le cadre de la jeunesse et des universités. Dans les pays colonisés ou dans les Etats néo-coloniaux, la jeunesse des écoles est au coude à coude avec les paysans et les ouvriers contre l'impérialisme étranger et ses serviteurs nationaux. Dans les pays industriels, les luttes sociales de ces dernières années unissent les forces socialistes des usines et des facultés. Journée de solidarité internationale contre le colonialisme et l'impérialisme, le 21 février est désormais une date importante pour le mouvement révolutionnaire tout entier.

Sainte alliance des capitalistes

Pour nous Français, en 1970, la semaine du 21 février coïncide symboliquement avec le voyage du Président de la République aux Etats-Unis. Les manifestations organisées par l'U.N.E.F. et par le Comité de mobilisation pour le 21 février — auquel participe notre parti — doivent donc revêtir une particulière importance. Elles doivent être une occasion d'opposer à la Sainte alliance des gouvernements capitalistes la solidarité prolétarienne internationale fondée sur la lutte de classes, sur la convergence objective des intérêts populaires contre l'ennemi capitaliste commun. Elles doivent aussi nous permettre de réfléchir sur la stratégie et les contradictions de l'impérialisme, afin de le combattre plus efficacement.

La rencontre de Nixon et de Pompidou est à cet égard significative. Les porte-parole du gouvernement s'efforcent de la présenter comme une grande confrontation « à la de Gaulle » entre des intérêts natio-

naux souverains. Une partie de l'opposition simplifie les choses dans l'autre sens en y voyant un alignement pur et simple de la politique française sur celle de Washington.

La vérité est plus complexe. Elle est ambiguë comme le sont partout les situations des impérialismes secondaires — français, anglais, portugais, etc. — à la fois rivaux et fondamentalement solidaires de l'impérialisme principal américain, en même temps que rivaux entre eux.

L'impérialisme secondaire et impérialisme principal

Le cas de la France est typique. Depuis la fin de la deuxième

guerre mondiale l'impérialisme français essaie de conserver son ancien empire colonial. La décolonisation gaulliste elle-même ne fut qu'un moyen d'y parvenir. La couche subalterne de la colonisation fut remplacée par la nouvelle bourgeoisie nationale dans son rôle d'intermédiaire entre les grandes sociétés impérialistes et les paysans exploités. L'aide financière aux nouveaux Etats eut pour principal objectif d'assurer le maintien des structures administratives nécessaires au fonctionnement de cette nouvelle alliance de classe à l'échelle internationale. En cas de besoin, elle serait complétée par une intervention militaire directe, comme au Gabon et au Tchad.

Cependant le capitalisme français n'est plus assez fort pour exploi-



martchenko

MON TEMOIGNAGE

" Dans les prisons et camps soviétiques d'aujourd'hui, le désespoir me prit souvent. Une seule chose me donna la force de vivre ce cauchemar : l'espoir que j'en sortirais et que je raconterais aux quatre vents ce que j'avais vu, ce que j'avais subi " MARTCHENKO

Collection "Combats"
dirigée par
Claude Durand

SEUIL

ter à lui seul toutes les richesses de son empire.

De plus en plus, les grands investissements miniers (fer, manganèse, bauxite...) font l'objet de consortiums internationaux, où l'on retrouve associés les capitaux français, américains, allemands, anglais, italiens et japonais. Bien entendu, ces associations n'empêchent pas les crocs-en-jambe ni même les conflits armés, comme en témoignent les affaires du Katanga et du Biafra.

En France même, les forces impérialistes ne constituent pas un bloc homogène. Il y a le vieux colonialisme agraire et mercantil, encore accroché à ses derniers bastions — les « territoires » et « départements d'Outre-Mer », où la terreur policière assure sa domination. Il y a le néo-colonialisme moderne, plus « libéral » — c'est-à-dire moins maladroit dans sa manière d'exploiter. Il y a même, de-ci, de-là, des attitudes offensives : on ne se contente pas toujours de défendre son héritage, on essaie aussi de mettre la main sur quelques dépouilles des autres empires. Même alors, la rivalité ne va jamais jusqu'à remettre en cause le système lui-même. En Libye, par exemple, l'impérialisme français es-



la main-d'œuvre immigrée en France même) permettent aux entreprises de préserver leurs bénéfices tout en retardant la modernisation de leur équipement et de peser sur le marché du travail.

C'est pourquoi notre campagne contre l'impérialisme n'est pas séparable de la lutte générale contre le capitalisme en France, de même que la dénonciation de l'impérialisme américain ne peut pas être séparée d'une dénonciation de l'impérialisme français, son concurrent et son complice.

Nos maîtres se concertent à Washington. Faisons de la semaine anticolonialiste une manifestation de la solidarité des peuples, guérilleros du tiers monde ou travailleurs d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'U.N.E.F. et le comité de mobilisation ont invité le leader noir américain Eldridge Cleaver au meeting anti-impérialiste de Paris. Ainsi, à l'heure où Nixon et Pompidou scelleront l'alliance renouvelée des capitalismes, la véritable amitié franco-américaine s'exprimera dans la volonté commune de lutte contre les régimes capitalistes dans le monde entier — contre les Nixon, les Pompidou et tous leurs confrères. □

6 heures à la Mutualité

Lundi 23 février, de 18 h à 24 h. (participation aux frais : 2,50 F). Organisé par l'U.N.E.F. et le Comité de Mobilisation pour la Semaine anti-impérialiste.

18 h. : Colloques et débats.

21 h. : Meeting avec la participation d'Eldridge Cleaver. Impérialisme et lutte de classes en France.

saie de s'implanter aux dépens des anglo-saxons mais il ne fait que s'y installer après leur départ : il assure en même temps leur relève comme sentinelle de l'impérialisme international.

Eldridge Cleaver à Paris

En quoi ces jeux nous concernent-ils ? En ceci que nous en sommes les victimes. Pour les peuples colonisés, la domination impérialiste est le principal obstacle au développement. Elle permet seulement une croissance économique orientée selon les besoins du marché mondial et de la classe dirigeante. Elle n'est pas moins pernicieuse dans les métropoles industrielles. Les profits tirés de la surexploitation du tiers monde (sous la forme du néo-colonialisme et aussi par l'exploitation éhontée de

Nixon frappe au Laos

Jacques Rennes

Pour la première fois, un sénateur américain, M. Albert Gore, vient de se poser la question suivante, qui est de bon sens : l'U.S. Air Force n'intervient-elle pas au Laos pour attaquer aussi l'extrême-gauche, le Pathet-Lao ? Or, il s'agit-là d'une évidence. Encore est-il bon qu'elle soit enfin reconnue par un homme politique des Etats-Unis.

La question a été posée au bon moment, car, liée à l'affaire vietnamienne, le conflit laotien connaît actuellement des développements considérables. La C.I.A., par l'intermédiaire de sa compagnie aérienne, vient en effet de déloger par la force environ vingt mille paysans de la plaine des Jarres. Il s'agissait officiellement de les « protéger » contre le Pathet-Lao et les Nord-Vietnamiens ; et ils sont bien sûr devenus des « réfugiés ». Le « monde libre » leur offrira des camps...

L'envoyé spécial de l'hebdomadaire américain « Newsweek » note que ces habitants arrachés de leurs terres sont mal nourris, et en mauvaise santé. Il aurait pu ajouter que la raison de cet état de choses vient du fait que l'aviation américaine bombarde depuis presque six ans cette région. Il écrit cependant que les habitants n'ont même pas pu emporter avec eux les maigres ustensiles et objets familiaux qu'ils avaient préparés, dès l'annonce de leur départ : les Américains, pressés, n'arrêtant même pas les moteurs pendant le chargement de leur cargaison humaine, repoussaient du pied ces pauvres balluchons.

Maintenant que l'opération est terminée, l'aviation va pouvoir frapper tout ce qui bouge encore : civils demeurés quand même sur place, ou militaires insurgés qui se battent contre le colonialisme américain et ses représentants locaux : le prince Souvanna Phouma, les officiers plus enclins à trafiquer l'or et l'opium qu'à se battre, des mercenaires comme le « général » Méo Vang Pao (d'où lui viennent ses étoiles ?)...

L'affaire de la plaine des Jarres a été menée tambour battant. Fin janvier, les Américains font savoir que les Nord-Vietnamiens vont déclencher une offensive dans le secteur. Intermède aux ficelles un peu grosses : Souvanna Phouma, l'ancien neutraliste, propose justement la neutralisation de la plaine — en fait le départ des forces du Pathet-

Laos. Ce dernier refuse ; aussitôt les avions de la C.I.A. commencent leur pont aérien, bien préparé, et embarquent la population rassemblée de force. La place est libre pour les appareils venus de Thaïlande, pour les « conseillers » américains, pour les mercenaires thaïlandais, ou chinois, ou autres, peu importe leur passeport pourvu qu'ils acceptent les subsides du « monde libre ».

La situation est donc claire : Nixon veut tenir le Laos, comme il veut tenir le Vietnam. Directement, ou par fantoches interposés, il entend reconquérir des territoires depuis toujours aux mains de la gauche. Il transforme Souvanna Phouma en général Thieu, et casse toutes les chances de compromis, ou d'évolution plus ou moins pacifique vers un Laos révolutionnaire.

Nixon n'ose cependant pas avouer l'étendue de l'intervention américaine. Son administration en a présenté voici plusieurs mois aux sénateurs un certain nombre d'aspects, mais se refuse à laisser publier les documents. La censure imposée par Washington sur ces dépositions est telle que les sénateurs estiment inutile de rendre publics des textes aussi tronqués. Plusieurs d'entre eux sont désireux de porter une partie des documents à la connaissance de la population, mais jusqu'à présent Nixon a tenu bon. Il faut que l'intervention soit réellement sérieuse pour motiver une telle décision.

Les informations de ces derniers jours montrent donc la nécessité de ne pas dissocier, dans le combat politique — le nôtre — l'affaire vietnamienne de l'affaire laotienne, deux exemples de l'agression américaine contre deux peuples asiatiques voisins. Toute réflexion, toute action qui ne prendrait en considération que le conflit vietnamien serait en un sens démobilisatrice et trompeuse car c'est l'ensemble des imitations impérialistes américaines qu'il faut dénoncer et combattre. C'est l'ensemble des complicités avec cet impérialisme qu'il faut aussi montrer au grand jour. Il est dans ces conditions important de souligner que si Paris a, en son temps, condamné la politique américaine au Vietnam (mais un certain silence prévaut maintenant...), le gouvernement français ne dit mot des raids contre les Laotiens, et des déportations de paysans. □

André Barjonet

LA RÉVOLUTION TRAHIE DE 1968

(Aux Éditions John Didier)

● En vente dans la
Librairie TRIBUNE SOCIALISTE
54, bd. Garibaldi Paris 15

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

Qu'est-ce qu'un juif ?

Henry Rosengart

Depuis la création de l'Etat d'Israël, des « scandales » éclatent périodiquement, provoquant de surprenants remous dans l'opinion et d'interminables palabres sur cette question décidément irrésoluble : qu'est-ce qu'un Juif ? Le seul fait que chacun ait son idée sur une telle question démontre assez son caractère non-scientifique. En revanche, il s'agit là d'un problème si profondément politique qu'il obligea autrefois Ben Gourion à démissionner...

L'événement qui vient à nouveau de faire rebondir le débat date d'octobre 1968. Le capitaine de vaisseau Benjamin Shalit intenta alors un procès au ministère de l'Intérieur parce que celui-ci avait refusé d'inscrire la mention « juif » en face de la rubrique « origine ethnique », figurant sur la carte d'identité de ses deux enfants (l'épouse de M. Shalit n'est pas « juive »). La cour suprême venant de donner raison à M. Shalit (et par conséquent tort à la loi religieuse qui ne reconnaît comme Juifs que ceux qui sont nés de mère juive et ceux qui se sont convertis au judaïsme), les milieux religieux d'Israël et les communautés juives, notamment américaines, ont réagi avec la vigueur qu'on imagine.

Sionisme et théocratie

On sait à quel point la religion affecte toutes les structures socio-culturelles d'Israël : mariages, divorces, nourriture, enseignement, loisirs, il n'est guère de domaine où sa loi ne pèse sur la population. Or celle-ci n'est pratiquante qu'à 30 %... On peut alors se demander pourquoi l'Etat israélien est théocratique contre le vœu de la major

rité... C'est ici que la religion rejoint la politique au point qu'il n'est pas possible de les dissocier. L'Etat d'Israël est en effet sioniste par nature, parce que fondé sur deux lois fondamentales :

1) La « Loi du Retour » (1950), qui définit concrètement Israël comme un Etat juif, puisqu'elle reconnaît automatiquement la citoyenneté à tout Juif qui vient s'y établir.

2) La « Loi sur la Nationalité » (1952) qui confirme le caractère raciste de l'Etat en établissant une scandaleuse discrimination entre Juifs et Arabes. C'est par référence à cette loi que l'amendement qui vient d'être voté par la Knesseth (parlement) se rapporte (voir « Le Monde » du 12 février) non pas à la nationalité israélienne, mais bel et bien à la nationalité juive !

Tous ceux qui imaginent Israël comme un « pays comme un autre » devraient logiquement s'étonner que la question de la nationalité juive (donc un concept différent de celui d'origine juive) puisse s'y poser. A première vue, Israël n'est-il pas composé d'Israéliens, comme la France est composée de Français ? Pourquoi donc ne pas parler simplement de nationalité israélienne ? Pourquoi tant de vacarme sur l'origine ethnique et religieuse des citoyens ? Pourquoi le rabbinat israélien va-t-il jusqu'à fouiller dans le lointain passé de certaines personnes ? Comment d'anciennes victimes du racisme peuvent-elles en arriver à adopter des références racistes, au point qu'un juge à la Cour Suprême d'Israël, M. Haïm Cohen, en soit venu à déclarer en juillet 1963 : « L'amère ironie du sort a voulu que les

mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis et qui ont inspiré les infâmes lois de Nuremberg servent de base à la définition officielle de la judaïcité au sein de l'Etat d'Israël. » (« Le Monde », 1^{er} mars 1966 : Haïm Cohen a été forcé de rétracter ses paroles...).

Un Etat artificiel

Nous touchons ici à l'ambiguïté même d'Israël. Cet Etat est en effet le seul Etat capitaliste « avancé » (non « sous-développé ») qui soit artificiellement entretenu par une arrivée continue de « dons ». Autrement dit, s'il ne disposait pas de l'aide de Washington et de la source permanente de fonds que constituent les communautés juives — surtout la communauté américaine — Israël connaîtrait le sort de tout Etat capitaliste dit « sous-développé ».

C'est ainsi qu'avant la guerre de Six-Jours, une certaine « léthargie » (le mot n'est pas de nous) ayant fini par s'emparer de la « Diaspora », Israël connut des difficultés sociales énormes : 100.000 chômeurs (ce qui correspond à 2 millions pour un pays comme la France), manifestations d'affamés réprimées par la police, etc. Une guerre providentielle remplit à nouveau les caisses. Mais le danger est permanent. « Faut-il que le sang coule à flots pour que nous nous mettions en marche ? Des sacrifices quotidiens ne sont-ils pas suffisants pour faire jaillir cette solidarité ? » s'indigne par exemple l'hebdomadaire sioniste belge « Israël d'aujourd'hui » (20 mars 1969).

Il apparaît ainsi que le lien entre les communautés juives et Israël — fondement idéologique du sionisme — doit être continuellement entretenu, et par tous les moyens. Si Israël s'avouait officiellement (et pas seulement dans sa propagande à l'usage de la « gauche » de l'extérieur) comme un pays peuplé d'Israéliens, ayant leurs caractéristiques propres — autrement dit, si Israël apparaissait (officiellement toujours) non plus comme un Etat mais — ce qui est tout différent — comme une nation qui n'aurait pas plus de rapport avec les diverses communautés juives que la nation américaine (autre « creuset ») n'a de rapport avec la nation britannique — que deviendrait alors Israël ?



D.R.



D.R.

Il importe donc à la propagande sioniste, non seulement de masquer la nature de l'Etat comme instrument d'oppression aux mains des classes dominantes, mais de souligner sans cesse l'existence d'une « nation juive » en insistant le moins possible sur celle d'une éventuelle nation israélienne (celle-ci étant d'ailleurs loin d'être un fait acquis, compte tenu de la séparation sociale-raciale entre Israéliens d'origine européenne et Israéliens d'origine nord-africaine, levantine, etc.). D'où d'interminables débats sur le concept de « nationalité juive », qui ne sont pas près de prendre fin, car les contradictions inhérentes aux structures d'Israël peuvent encore s'exprimer ainsi :

1) Israël a besoin d'une arrivée continue d'immigrants pour mettre en valeur les terres conquises, les « défendre » et inspirer ainsi confiance aux investissements étrangers, vitaux eux aussi.

2) Israël a tout autant besoin d'une source permanente de fonds et ceux-ci viennent surtout des communautés américaines. La première nécessité implique une certaine « souplesse » quant à la judaïcité des immigrants selon les termes de la loi religieuse : l'important est en effet d'accueillir le plus de monde possible...

La deuxième nécessité implique au contraire une grande sévérité sur cette question : si Israël se « déjudaïsait », que deviendrait le « musée national » auxquels nos chers donateurs tiennent tant ? Comment Israël apparaîtrait-il comme un refuge pour Juifs persécutés (ce qu'il n'est d'ailleurs que partiellement, puisque la majorité des persécutés juifs préfèrent immigrer ailleurs — en France, aux Etats-Unis, en Scandinavie, etc.) ? Que deviendrait la raison d'être officielle (et non pas réelle, comme le savent pertinemment MM. Nixon, Ian Smith, etc) d'Israël ? Bref, que deviendrait le sionisme ?

Donc : contradiction insurmontable, qu'on tranche provisoirement en sacrifiant la première nécessité à la seconde (puisque sans argent, rien n'est possible) et en faisant une propagande intensive pour une natalité accrue...

Une revue au service du parti

La revue « Critique socialiste pour une théorie et une pratique révolutionnaires », annoncée initialement pour janvier 1970, sortira au début du mois de mars 1970.

Au sommaire de son premier numéro on trouvera des articles de Manuel Bridier (sur la violence), de Philippe Monlaur (le capitalisme en crise et le socialisme à construire), de Lucio Colletti (pouvoir et démocratie dans la société socialiste), de Serge Mallet (sur le contrôle ouvrier) et de J.-M. Vincent (classe et

parti) ainsi qu'un certain nombre de documents.

Nous invitons nos lecteurs à s'abonner nombreux afin de faciliter le lancement de cette revue qui correspond à un besoin profondément ressenti. L'abonnement ordinaire est de 20 F, l'abonnement de soutien est de 40 F.

Les versements doivent être faits à « T.S. », 54, bd Garibaldi Paris 15^e, C.C.P. Paris 58.26.65 avec la mention « Critique socialiste ».

Les faits et les mythes

Reste la fameuse question : qu'est-ce qu'un Juif, indépendamment de toute référence religieuse ? Même les ultra-sionistes savent qu'il n'existe pas de race juive. Quant au concept de « peuple » juif, il faut le reconnaître comme étant lui aussi sans fondement : les diverses communautés (sans même parler des « assimilés » qui, en Hollande par exemple, représentent 50 % des citoyens d'origine juive) diffèrent les unes des autres dans la même mesure où diffèrent entre elles leurs nations respectives. Comme l'écrit justement Georges Friedmann (dans « Fin du peuple juif ? ») : **La réaction des étudiants américains, qui croient, à leur arrivée (en Israël), au « peuple juif » et perdent cette foi au contact des réalités israéliennes, est significative (...). L'« unité du peuple juif » est un concept pragmatique qui fait partie, chez les uns, d'une mystique orientée par une vision messianique, chez les autres, d'une politique au service du renforcement de l'Etat.**

Le « peuple juif » n'étant qu'un mythe, la « nation juive » est a fortiori un mythe, et par suite la définition du sionisme comme « mouvement de libération nationale du peuple juif ». Des dirigeants sionistes comme Levi Eshkol et Nahum Goldman ne s'y sont pas trompés : « Nous aurons à investir d'immenses efforts pour inculquer à la jeunesse israélienne le sentiment d'être une partie, une parcelle du peuple juif » s'exclama le premier en 1963. Quant au second, il vendit la mèche : « Le pire danger pour le judaïsme ce n'est pas l'antisémitisme, c'est l'assimilation ! », déclara-t-il à Bruxelles en 1966.

Toutes les idéologies ne pourront rien contre les réalités matérielles. En Israël comme ailleurs, ainsi que l'écrit G. Friedmann, la tendance impitoyable est à la disparition de l'« identité juive » : « Un peuple se crée (...) en Israël : un peuple jeune, physiquement neuf, qui n'est ni l'appendice, ni le centre d'un désormais légendaire « peuple juif. » Ailleurs, un nombre croissant d'ex-Juifs se fondent dans leur nation respective. En mai 68, nous scandions : « Nous sommes tous des Juifs allemands ! » Il y a quelques jours, devant le parlement israélien, trois mille personnes manifestaient. Sur l'une des pancartes, on pouvait lire (« Le Monde », 11 février) : « Nous sommes tous des bâtards ! » □

Réunions

● Réunion des Cheminots P.S.U., Paris et région parisienne, mardi 17 février, 18 h 30, Café « l'Écu de France », 1^{er} étage, 6, rue du 8 Mai 1945, Paris (10^e) (près de la gare de l'Est).

● La 16^e Section du P.S.U. organise un meeting contre l'impérialisme le vendredi 27 février 1970, à 21 heures, à la Salle des Basques, 10, rue Duban, Paris (16^e), sur le thème : « Contre l'impérialisme, contre le Pacte Atlantique ».

La Tunisie connaît-elle des luttes ?

Rémy Grillault

Sous les dehors agréables d'un paternalisme incarnant « la cohésion des masses » et « la lutte contre le sous-développement » se cache en Tunisie un régime policier disposant d'un parti puissant, le Parti Socialiste Destourien, ramifié en cellules et représenté dans toutes les instances économiques et administratives du pays.

Un tel appareil est plus que jamais nécessaire à une époque où remous et tendances centrifuges menacent l'hégémonie d'une bourgeoisie foncière et commerçante soutenant à fond l'actuelle équipe gouvernementale, mélange hétéroclite de nationalistes de l'ancienne garde (Bourguiba, Ladgham, Mokkadem), servant par leur image à entretenir la mystification d'une unité nationale et de technocrates ambitieux pour qui gérer l'Etat constitue une fin en soi. La quasi-retraite de Bourguiba, actuellement soigné en France, a porté un coup très dur à la classe dirigeante qui cherche actuellement de nouveaux mythes. Elle s'est débarrassée d'une faction jugée trop à gauche représentée par M. Ben Salah, ex-ministre du plan et promoteur de réformes de structures pour récuser désormais toutes les idéologies

importées et pour faire l'apologie du pragmatisme.

L'après-bourguibisme est mal parti. Le démantèlement des coopératives agricoles, souhaité par les gros propriétaires, laisse ce secteur profondément désorganisé et en proie à un chômage massif. L'industrialisation s'est faite coup par coup sans réelle stratégie, le prestige y a trouvé largement son compte. Au total, le revenu par tête est actuellement au niveau de 1961 et on compte dans la population active un chômeur sur deux. Si l'heure de la mobilisation de masse contre la bourgeoisie nationale et les impérialismes de tous bords ne paraît pas avoir sonné, les actions sur des thèmes précis ont connu récemment un large succès. Ainsi des travailleurs de la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens (7.500 employés) se sont mis en grève pour tenter d'obtenir le déblocage des salaires en vigueur depuis dix ans. Un tel mouvement est sans nul doute unique dans les annales syndicales de la Tunisie, où le droit de grève n'est pas reconnu.

Par ailleurs, on observe un malaise universitaire persistant marqué par l'opposition unanime des

étudiants aux listes bloquées qu'on leur « propose » pour gérer les facultés. Le mot d'ordre de grève a été suivi à 100 %. L'apparente mansuétude du régime, qui vient de libérer des détenus, militants anti-impérialistes, incarcérés depuis octobre 1968, ne détourne pas les étudiants progressistes de leurs objectifs. Les manifestations du 10 février à l'occasion du passage à Tunis du secrétaire d'Etat U.S. Rogers fournissent la preuve. Autant que la désapprobation de la politique U.S. au Moyen-Orient, c'est l'attitude plus qu'ambiguë de l'équipe au pouvoir sur ces questions qui est remise en cause. La politique officielle consistant à entretenir « des relations amicales avec certaines grandes puissances » tout en apportant un « appui total au combat du peuple palestinien » apparaît indéfendable. Les dirigeants devraient choisir un jour ou l'autre entre la collusion politico-économique avec les U.S.A. (le montant de « l'aide américaine » depuis 1957 s'élève à 626 millions de dollars) et un soutien autre que verbal et démagogique, à une cause révolutionnaire. Mais sans doute n'en seront-ils jamais capables. □

Sur un communiqué du Bureau national

Robert Bresler

Afin de manifester sa réprobation pour le bombardement de l'usine d'Abou Zaabel par l'aviation israélienne, le B.N. a fait paraître un communiqué (Le Monde 15-16 février) qui mérite une particulière attention de tous les militants du P.S.U., car dans sa rédaction, ce communiqué pose en fait le problème de la démocratie interne dans le Parti, c'est-à-dire l'élaboration de la ligne politique par tous les adhérents.

Ce communiqué comprend trois paragraphes.

Les deux premiers réprovent le bombardement et condamnent le gouvernement israélien.

Le troisième paragraphe, le plus long, se termine par une phrase de 38 mots, qu'il faut citer :

« Il — le B.N. — fait confiance à la minorité juive en Palestine pour contribuer au développement de la réprobation populaire contre

cette politique et pour créer sur cette base les conditions d'une lutte commune des socialistes palestiniens, juifs et arabes ».

Cette phrase est claire.

Deux fois elle cite les Juifs en faisant appel à eux ; une fois à la minorité juive, une fois aux socialistes juifs.

Mais à aucun moment ce communiqué ne dit où vivent ces Juifs.

Quand le B.N. demande à la minorité juive de « contribuer au développement de la réprobation populaire » il oublie de dire de quel peuple il s'agit, sur quel territoire il vit.

Et quand il parle de socialistes juifs, il se garde de mentionner à quel pays, ils appartiennent.

Donc, il existe au Moyen-Orient — tout au moins pour le ou les rédacteurs de ce communiqué — un peuple palestinien, des Etats

arabes et quelque part une population d'origine juive, mais on ne sait pas où exactement.

Par une phrase de 38 mots, définitive comme une déclaration de principe, le B.N. vient de rayer Israël de la carte du monde.

Au moment où commence dans le Parti la discussion sur le conflit israélo-arabe, préjugant de la position qu'adoptera l'ensemble des militants, le B.N. a déjà décidé quelle sera l'attitude du parti, sur ce problème.

Cette conception de la vie interne du Parti est des plus discutables car les régies démocratiques les plus élémentaires risquent ainsi d'être enfreintes par ceux qui devraient en être les gardiens les plus vigilants.

Ces méthodes sont mauvaises pour la santé du parti. Son avenir en dépend.

Assas déchaîné...

Albert Rousselles

Dans les années 30, les ligues fascistes tenaient le haut du pavé du quartier Latin, ratonnaient les étudiants juifs et se mobilisaient pour aller faire la chasse aux ouvriers (chasse aux « rouges ») sous l'œil bienveillant de la police. Pendant la guerre d'Algérie, la faculté de Droit reste la seule faculté parisienne où les partisans de l'Algérie française font la loi. Avant 1968, il n'est pas question de distribuer des tracts contre la guerre du Vietnam sans faire appel à un important service d'ordre. Les fascistes font la loi à Assas.

La transformation de l'université libérale en université de masse technocratique, le développement de la licence sciences-éco modifient l'aspect des facultés de droit en Mai 68, les étudiants se mobilisent aux côtés des travailleurs. Les groupuscules fascistes sont balayés par le mouvement de masse. Il devient possible à Assas de tenir des stands, de vendre des journaux politiques, de distribuer des tracts. Les libertés politiques et syndicales apparaissent.

Depuis la rentrée 1969, les groupes d'extrême droite réapparaissent à la faculté de Droit : Ordre nouveau, nouvelle appellation d'Occident (Action Française) les plus sûrs combattants de l'Ordre Moral, flatés quand on les traite de réactionnaires. Pour couronner leur retour en force ils tiendront le 26 février un grand meeting international où leurs alliés d'Allemagne (NPD néonazi), d'Italie (MSI néo-fasciste) et d'ailleurs, auront, eux, des réalisations concrètes à relater. Il leur faut à nouveau une assise politique.

Or la situation dans les faces de Droit est tendue : les étudiants progressistes mènent des luttes qui commencent à se radicaliser. Un assistant du S.N.E.-Sup (F.E.N.) a été muté arbitrairement : le comité d'Action U.N.E.F. a pris sa défense publique, dans le cadre de la campagne pour les libertés politiques et syndicales (affiches, tracts, délégation syndicale devant la commission disciplinaire).

Devant la tentative d'accentuation de la sélection, des boycotts d'examens partiels sont organisés même dans les années réputées les plus dures à remuer (4^e année Droit, Nanterre).

Briser les luttes

Or, les facultés de Droit sont devenues très importantes pour le patronat : outre leur fonction traditionnelle, elles doivent former une masse de cadres moyens, économistes ou administrateurs, indispensable au « bon fonctionnement de l'éco-

nomie », c'est-à-dire au bon fonctionnement du système capitaliste. Mais comme elles restent encore, dans une très large mesure, inadaptées à cette nouvelle fonction, il est indispensable pour le pouvoir d'en changer le plus vite possible l'aspect, afin de les rendre plus « rentables ». Ce qui ne va pas sans de vives résistances des étudiants.

Pour briser ces luttes, le pouvoir a tenté la participation qui devait intégrer le mouvement étudiant, l'isoler aussi de la masse des étudiants, et en briser la dynamique. Mais la participation est un échec.

Le gouvernement a choisi maintenant une autre tactique : il veut démontrer que les luttes étudiantes se résument à des affrontements d'extrémistes, qui, sans raisons valables se battent entre eux sous l'œil indifférent de la « masse silencieuse des bons étudiants ». Et pour détourner l'énergie du mouvement étudiant de la lutte contre la politique de restructuration de l'université, il a besoin de l'occuper ailleurs. (Appel de Guichard à la constitution de groupes d'auto-défense contre les révolutionnaires.)

Ordre nouveau

ou ordre moral

C'est alors qu'apparaissent les bandes fascistes. A Assas, elles veulent mettre en cause l'existence du mouvement étudiant et enseignant : existence physique (menaces très précises contre certains enseignants, « Bolchos, vous allez tous mourir », écrit sur le panneau U.N.E.F. dans la hall de la faculté), existence politique (interdiction de toute propagande, attaque des meetings « contre la mainmise marxiste sur l'université », etc.). Elles développent une propagande insupportable : portraits de Mussolini, Brasillach et Doriot, chants et saluts hitlériens, portrait d'un assistant du S.N.E.-Sup avec un nez busqué, applaudissements d'approbation de la part des fascistes quand les étudiants scandent Ordre Nouveau : Ordre Nazi, etc. Leur but avoué est la chasse aux sorcières, étudiantes et enseignantes. Le mouvement étudiant, espère le pouvoir, se polarisera contre eux et se laissera entraîner dans une lutte de commandos qui permettra au ministère d'apparaître publiquement comme le bon arbitre impartial.

Du même coup, il aura un bon prétexte pour museler notre expression politique en nous imposant un « contrat de liberté », c'est-à-dire un règlement des libertés politiques et syndicales instaurant commission de censure, etc., et réglementant notre



A.D.N.P.

expression bien en deçà de ce que nous avons conquis par la lutte. Et surtout, ce bon arbitre, tandis que nous nous consumerons en luttes stériles, pourra restructurer tranquillement l'université, renforcer la répression et appliquer sa politique d'ordre moral.

Le piège des affrontements

Mais si c'est un mouvement de masse qui répond aux fascistes, s'ils sont isolés politiquement, si leur défaite militaire ne vient qu'après leur écrasement politique, et surtout si notre souci n'est pas une mobilisation antifasciste pour elle-même, mais une mobilisation de masse positive, pour notre lutte contre la politique du pouvoir, — le pouvoir subira une défaite.

Cette semaine de lutte à Assas nous a montré que si nous avons cédé à la tentation des affrontements de commandos, nous aurions été vaincus. Nous devons d'abord isoler politiquement les fascistes, et dénoncer leur rôle de soutien objectif de la politique du gouvernement, avec l'appui de la presse, dans laquelle nous ne reconnaissons pas ce que nous vivons.

Nous combattons pour les libertés politiques et syndicales, en solidarité avec les camarades enseignants, pour défendre nos possibilités de continuer notre lutte contre l'université de classe. □

Souscription pour le Siège Central du Parti

Tous les militants du P.S.U. ont reçu fin janvier l'appel de la direction du parti concernant le financement du siège central du parti. Quatre cents réponses sont parvenues boulevard Garibaldi. Le montant des contributions personnelles, des bons de souscription et prêts atteint 140.000 F. Ce dernier chiffre est intéressant ; il permet d'envisager la couverture rapide des 800.000 F nécessaires.

Par contre le pourcentage des réponses (2 % des effectifs) est très faible. Il signifie que des milliers de militants n'ont pas encore une conscience claire des moyens matériels qui sont nécessaires au parti.

Cette prise de conscience doit s'accélérer. Il me semble que le meilleur moyen reste encore la mise à l'ordre du jour de ce problème à la prochaine réunion de chaque section.

Tous les militants doivent répondre quelle que soit l'importance de l'effort qu'ils peuvent faire.

Daniel Frachon.

INFORMATIONS PRATIQUES

Les versements sont à faire à l'ordre du P.S.U. par chèque bancaire, C.C.P., mandat et à adresser 54, bd Garibaldi, Paris 15^e. Ceux qui nous ont indiqués, en répondant au questionnaire, le montant de leur contribution personnelle peuvent en verser dès maintenant le montant.

Ceux qui s'apprentent à retourner le questionnaire peuvent y joindre le montant de leur contribution.

Les sympathisants et lecteurs de « Tribune Socialiste » peuvent évidemment s'associer à l'effort des militants du P.S.U. et nous faire parvenir leur don à l'ordre du P.S.U. à l'adresse ci-dessus.

VIE

militante

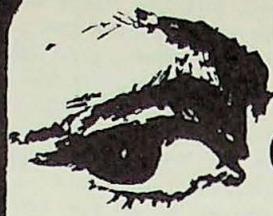
Rencontre lycéenne

La rencontre nationale des lycéens du P.S.U. s'est donc tenue le dimanche 15 février. La situation générale dans les lycées fut d'abord examinée, ce qui permit de constater l'inégalité du mouvement lycéen, la survivance de C.A.L. en province, des secteurs très combattifs, comme certains lycées de Reims, coexistant avec d'autres qui n'avaient pas de possibilités d'agir.

Il ressortit aussi de cette discussion qu'une circulation d'informations Paris-province et vice versa devait s'effectuer afin que les décisions du bureau soient prises en connaissance de cause et que les camarades de province puissent être pleinement informés de la situation générale du secteur lycéen ; que l'aide des sections locales, voire des fédérations, devait être accentuée, que les lycéens du technique, étant donné leur situation particulière, devaient avoir un représentant au bureau.

Les lycéens présents eurent à débattre des campagnes proposées par le bureau lycéen : campagne sur la sélection sociale, s'appuyant sur l'examen de français et le bac, menée avec « Barricades », « Front uni » et la Ligue communiste. A ce sujet il convient de préciser la position des lycéens du parti par rapport à la Ligue communiste. Les lycéens du P.S.U. sont prêts à mener des campagnes en union avec toutes les organisations, pourvu qu'elles agissent sur des bases claires et offensives permettant de faire progresser la conscience politique des lycéens. Mais ils ne sauraient cautionner les manœuvres visant au noyautage ou à la récupération de ces campagnes.

Parallèlement à la campagne « bac », le problème de la seconde langue vivante doit être l'objet d'une campagne qui permettrait de lutter aux côtés des professeurs, en particulier contre la suppression d'un certain nombre de postes que cela va entraîner, contre la rentabilisation de l'enseignement et la mainmise du capitalisme sur l'Université (les langues « facultatives » risquent d'être enseignées dans



Pour un service national de la propagande

Jacques Pietri

La rencontre nationale des responsables fédéraux de la propagande, qui s'est déroulée à Poissy le 31 janvier et 1^{er} février derniers, a pleinement répondu aux objectifs que nous lui avons assignés. Il s'agissait, en effet, de montrer que la propagande ne consiste pas seulement à rédiger ou à distribuer des tracts, ni à coller des affiches, mais que c'est avant tout un ensemble de moyens permettant l'insertion d'une ligne politique, de mots d'ordre politiques, au sein de l'opinion. A terme, la propagande vise à la mobilisation révolutionnaire des masses en vue d'une transformation socialiste de la société.

La propagande est essentiellement un moyen d'action, mais c'est également une réflexion sur ce moyen, et les débats fort animés de Poissy l'ont bien montré. La comparaison, en particulier des affiches relatives au Pacte Atlantique élaborées par la commission nationale et celles réalisées par certaines fédérations, fut riche d'enseignements. Il est clair, en effet, que si la propagande ne saurait se limiter à une simple technique, elle ne saurait cependant en ignorer les contraintes et les impératifs. Au surplus, il est temps que le parti finisse, dans ce domaine, avec l'improvisation, l'empirisme à la petite semaine et l'artisanat sommaire.

On ne peut s'affranchir impunément, et sous peine d'arriver à des résultats exactement contraires à ceux que l'on recherche, d'un certain nombre de règles élémentaires, en particulier sur le plan du langage parlé ou écrit.

Chaque fois que l'on monte une opération de propagande

de quelque nature qu'elle soit, on doit se poser les trois questions suivantes :

— Qu'est-ce que l'on veut dire ?

— A qui veut-on le dire ?

— Comment ceux à qui on veut le dire perçoivent-ils le problème ?

C'est ici qu'intervient la discussion sur le rôle que l'on entend attribuer aux enquêtes et sondages. Le débat de Poissy fut, sur ce point, tout à fait passionnant. Surestimée par les uns, sous-estimée par les autres, mal comprise par tout le monde, la technique des enquêtes est un instrument dont le Parti doit apprendre à se servir. Mais ce n'est qu'un instrument (comme le téléphone ou l'ordinateur) qui est neutre en lui-même, et qui ne vaut que par l'usage que l'on en fait et l'objectif que l'on poursuit. Le système des enquêtes doit nous permettre de mieux connaître le terrain sur lequel nous entendons agir, afin d'être plus efficace et plus convaincant.

Très schématiquement, il semble, compte tenu des différents éléments précités, que l'élaboration d'une opération de propagande devrait comporter quatre phases.

● Détermination des thèmes et de l'objet de la campagne.

C'est à partir de l'analyse politique objective d'une situation donnée que l'équipe politique responsable, qu'il s'agisse de l'échelon national, fédéral ou local, élabore le contenu de la campagne, choisit les mots d'ordre qu'elle veut populariser et, par conséquent, met au point un véritable cahier des charges destiné à une équipe constituée par des techniciens de la propagande.

● Ajustement de la campagne en fonction d'une connaissance objective des réactions de l'opinion.

C'est ici qu'intervient la nécessité de l'enquête ; celle-ci ne doit naturellement, et en aucun cas, conduire à une quelconque modification de la ligne politique, mais elle doit permettre de ne pas plaquer artificiellement des mots d'ordre qui risquent d'être mal compris parce que mal expliqués. Une propagande qui n'a pas le respect du public auquel elle s'adresse est d'une nature profondément stalinienne.

● Elaboration du matériel.

Le choix des rapports, la mise en forme, l'adaptation des textes (on devrait dire « la traduction ») sont effectués par une équipe où dominent des camarades dont le métier est précisément d'être en rapport avec le public, et qui, de ce fait, maîtrisent l'utilisation des « mass media ». Il est entendu que ces techniciens interviennent ici non pas seulement en fonction de leur compétence, mais parce qu'avant tout ce sont des militants. C'est d'ailleurs pourquoi leur liberté d'initiative doit être maximum et que les rapports entre responsables politiques et techniciens doivent être caractérisés par la plus grande confiance envers la compétence de ces derniers.

● Le contrôle politique.

En principe, si le cahier des charges a été correctement établi, si les techniciens sont aussi de bons militants, il n'y a pas d'arbitrage à rendre. Néanmoins, il est dans la nature des choses que l'équipe politique élue donne son aval au matériel

élaboré et qu'elle veille au respect de la ligne politique initialement choisie. Mais le jugement ici ne saurait être que politique et non pas esthétique.

Le stage de Poissy fut également consacré aux problèmes d'organisation. C'est ainsi que la commission, ou plus exactement le service national de la propagande, comporte désormais quatre groupes :

- Enquêtes et recherches,
- Conception et réalisation,
- Fabrication,
- Relations avec les fédérations.

Par vocation même, la commission nationale propagande est naturellement au service de toutes les fédérations et elle a pour but non seulement de « sortir » du matériel, mais peut être surtout d'apporter une aide technique aux fédérations lorsque celles-ci le demandent. Les relations à cet égard doivent être dans les deux sens et Poissy a permis de mettre en place un début d'organisation (on peut regretter cependant qu'il n'y ait pas eu plus de fédérations représentées lors de cette rencontre).

*
**

Peu à peu, l'idée progresse qu'on ne saurait faire de la propagande politique comme on en faisait il y a vingt ans et qu'il existe un minimum de règles et de méthodes à respecter.

Les quelque quarante camarades qui ont travaillé durement pendant deux jours à Poissy sont repartis avec l'idée qu'un travail considérable restait, certes, encore à accomplir, mais que progressivement se forgeait un instrument à la mesure des ambitions du P.S.U.

les cours privés). Puis ce fut la campagne « armée », que Chapuis, du bureau national, situa, en expliquant ce qu'elle représentait pour le mouvement de masses étudiant et lycéen, et les possibilités qu'elle nous donnait : par la dénonciation du rôle répressif et de conditionnement de l'armée, par la révélation que cette campagne pouvait amener du caractère même de l'Etat et la prise de conscience qui pourrait en découler.

Les lycéens P.S.U. ont donc à militer au sein des « comités armée », sur la base des positions du parti sur ce problème.

Il a été décidé que les lycéens lutteraient la semaine du 20 février contre l'impérialisme, et en étroite relation avec

l'U.N.E.F., qu'au sein des comités de base lycéens, ils appelleraient à participer à Paris au meeting, le 23 février, contre l'impérialisme, et se joindraient à ceux organisés dans les villes de province par l'U.N.E.F.

Le principe de verser des cotisations régulières au bureau lycéen a été admis, bureau national homogène désigné pour mener les campagnes proposées et assurer la bonne marche du secteur jusqu'aux prochaines journées lycéennes (trois ou quatre) qui se tiendront lors des vacances de Pâques ou de 1^{er} Mai.

En un mot, les lycéens du parti se sont donné les bases de l'organisation du secteur et de l'implantation des lycéens P.S.U. à Paris et en province. □

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



Un épisode de la lutte de classes

Dominique Nores

Dès que le Richard II de Patrice Chéreau aura trouvé son assise sur le plateau et son public, qui commence à venir plus nombreux et plus enthousiaste, il devra céder la salle du théâtre de France au spectacle suivant.

Il y a quelque stupidité dans le fait d'établir un calendrier sans marges, donc ne permettant pas de prolongation. Cette politique n'est pas nouvelle. C'était déjà celle du Théâtre des Nations installé à l'Odéon, où les spectacles que beaucoup regrettaient de n'avoir pu voir étaient balayés par ceux qui laissaient les salles vides.

Après une semaine de jeu, Richard II a bien trouvé son rythme. Ses défauts m'ont

moins gênée à la seconde vision qu'à la première alors que ses qualités se sont affirmées.

Je n'insiste pas sur les défauts. Certains acteurs ne sont pas bons, et on ne voit pas ce qu'il faudrait faire pour qu'ils le deviennent, d'autres sont mal employés (Lucienne Lemarchand), ou employés d'une façon si étrange que cela fait reculer le jugement critique. On a le sentiment que, par moment, la mise en scène les délaisse, les livrant aux pires improvisations de leur génie personnel : ainsi Michèle Oppenot (la reine) hache son texte, se roule au sol, se frappe les entrailles, proposant du tragique une caricature dont on perçoit mal le sens.

Vient la seconde où Chéreau les prend en main.

J'ai dit ici même qu'il était un assez médiocre directeur d'acteurs ; c'est plutôt un directeur d'acteurs intermittent qu'il faudrait dire. La scène qu'il joue avec Michèle Oppenot — les adieux de Richard II à la reine, quand la prison va le prendre, qui sont aussi ses adieux au monde, sont une des plus grandes scènes de théâtre que j'aie vues. Ces deux êtres debout à l'extrémité de deux pontons, déjà séparés par le vide et qui se penchent l'un vers l'autre, mêlant leurs cheveux et leurs

lèvres, donnent une image de la désolation qui ne s'oublie plus.

Peut-être est-ce à l'acteur, selon Chéreau, de trouver entre de pareilles scènes sa cohésion. Certains y parviennent, comme Gérard Desarthe qui donne à Bolingbroke sa solidité flexible, comme Michèle Marquais, qui, attrapant le style Chéreau, n'oublie à aucun moment qu'elle joue Shakespeare, comme Patrice Chéreau acteur sur qui le poids de la pièce repose, et qui la porte.

Shakespeare raconte ce règne tronqué de Richard II, d'où devait naître la guerre des Deux Roses. Richard, petit-fils et fils de Edouard III et du Prince Noir, les vainqueurs de Crécy, de Calais et de Poitiers est monté trop jeune sur le trône d'Angleterre. Jaloux de sa toute-puissance d'oïnt du seigneur, fier d'avoir maté personnellement, par un acte de courage physique (s'avancer seul à cheval au milieu de l'émeute) la révolte des travailleurs déclenchée par la rapacité des féodaux, Richard supportait mal la tutelle que les deux frères cadets de son père, les ducs d'York et de Gloucester, voulaient imposer à son jeune règne. Sur le début de la pièce pèse le meurtre de Gloucester, dont chacun accuse Richard, en

silence. Même son plus vieil oncle, le duc de Lancastre, Jean de Gand, attendra d'être mourant et poussé à bout par l'insolence de Richard, pour oser le lui reprocher publiquement.

D'entrée de jeu, Chéreau impose les trois dominantes de sa mise en scène : brutalité, familiarité de tous avec tous (personne ici qui ne soit oncle ou cousin), mais retenue par le sens exact d'une hiérarchie et l'observance stricte des rites d'une caste. Ainsi Richard, pour ses oncles, un gamin qui peut nuire, se tient-il sur un trône que quatre de ses familiers portent sur leurs épaules, ce qui le met plus haut que les autres et lui donne une étonnante et inquiétante mobilité, la royauté tyrannique s'affirme, essayant d'imposer à tous son arbitrage.

Un monde hiérarchisé par classes

Loin de faire des conflits visibles sur le plateau des conflits de personnes, Chéreau a insisté en effet sur l'appartenance des individus à une classe sociale, qui les fait agir selon ses intérêts.

Richard II, c'est le combat pour l'existence de la féodalité, qui a cessé d'être la société entière, hiérarchisée selon un ordre pyramidal, pour devenir une classe de cette société, et une classe contrainte, si elle veut vivre, à la lutte contre les classes montantes. Pour cela, elle n'a qu'un moyen : contrôler le pouvoir (le roi) et l'obliger à maintenir le vieux monde en place. Le véritable conflit, celui qui, historiquement, est déterminant, naît lorsque les féodaux se rendent compte que Richard va profiter de la guerre d'Irlande, dans laquelle il s'engage, pour se procurer de l'argent sans eux (depuis que les rois se sont laissés imposer la Grande Charte, ce sont les sei-

gneurs réunis en Parlement qui votent l'impôt), en affermant le domaine royal — c'est-à-dire en remettant en question tout le système sur quoi leur classe se fonde.

Raconter par l'image

L'œuvre est une méditation sur le pouvoir, poursuivie parallèlement par Richard à qui on l'enlève, et par Henri (Bolingbroke), à qui on le donne. C'est une méditation en mouvement qui fait voir la société et ses rouages au fur et à mesure que les yeux se dessillent. Le comportement très intelligent de Gérard Desarthe montre que Bolingbroke n'est pas dupe du jeu dans lequel il s'engage. Le meurtre de Richard — qu'il a plus souhaité que voulu — c'est l'irréversible qui assure son règne, mais par lequel aussi une classe le tient.

Dans un décor unique — une arène composée de tonnes de sable au pied de hauts murs — où Patrice Chéreau inscrit tous les lieux scéniques de Shakespeare par le jeu des lumières — l'action se présente comme une succession d'images. La force brutale — le heurt des planches des ponts-levis sur le sol, les combats violents, la fourrure noire du proscrit devenu un aventurier — se surimpose à un monde presque enfantin, celui de Richard qui transporte sa couronne et son sceptre dans un petit panier.

A aucun moment, Chéreau ne recule devant les emprunts à soi-même. Ces grandes roues dentées qui actionnent treuils et poulies, nous les avons déjà vues, et aussi ces grands murs décrépits aux fenêtres aveugles que le jeu savant des lumières fait virer au gris lumineux ou à l'ocre et au rose. L'emprunt est même si manifeste qu'il faut le considérer comme ce qu'il veut être, l'affirmation d'un style. □

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
34.000 exemplaires.

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

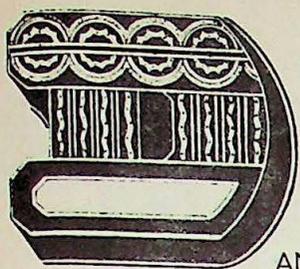
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Petites annonces

• Sté Parfumerie rech. pr diff. imprimés et échantillons, sélection d'adresse, petite manutention, étiquetage d'échant. personnes soigneuses, ordonnées, bonne écriture Trav. indépend., agréable, gains intéressants. Ecrire DISPAR, Grasse-06

• Membre B.N. du parti rech. URGENCE pour quelques mois, studio, cuis., bs. Tél. indis. Rive gauche ou prox. S'adresser Secr. Nat.

• Org. rech. sociologiques, ch. UHG. 1 pièce à us. bureau. Tél., préf. R.G. Ecrire à T.S.



ANSE

Sur le chemin Katmandou

Bernard Sizaire

On ne louera jamais trop Maurice Béjart d'avoir arraché la danse au cercle étroit des « initiés » pour l'offrir à un public plus vaste et plus simple. Nous savons maintenant que la danse n'est pas ce divertissement frelaté où le « titre » conservait un vague parfum d'alcôve bourgeoise. Grâce à Béjart, mais aussi à Jérôme Robbins (West Side Story), elle peut redevenir un moyen d'expression collectif et un art populaire d'une vivante dignité.

L'originalité et la beauté des chorégraphies de Béjart ne sont plus à démontrer. Son sens du geste expressif quasi acrobatique, sa science de l'espace scénique et des ensembles se sont imposés une fois de plus au cours des six ballets qu'il vient de présenter au T.N.P. à plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. La forme, la cohésion et les qualités techniques du corps de ballet n'ont jamais été plus grandes. Une santé explosive y règne au service d'une maîtrise et d'une pureté que la plupart des

étoiles classiques pourraient envier.

Parmi les œuvres de cette année il faut retenir deux beaux hommages à la danse académique que Béjart n'a jamais reniée, qu'il considère au contraire comme la base indispensable de toute danse, mais qu'il a dépouillée de ses froufrous et de ses fatras pour en faire mieux ressortir l'inaltérable pureté. Rarement spectacle dansé a atteint une telle concentration que « Ni fleurs ni couronnes » (hommage à Marius Petipa, chorégraphe des plus célèbres ballets de Tchaïkovsky) et que l'« Art de la Barre ». Mallarmé écrivait que la danseuse était une métaphore dansante « suggérant avec une écriture corporelle ce qu'il faudrait des paragraphes en prose pour exprimer ». Ces magnifiques abstractions, qui ne se fixaient qu'un instant, pour se défaire et recomposer aussitôt d'autres images fugitives, évoquaient les plus belles réussites de l'art plastique contemporain.

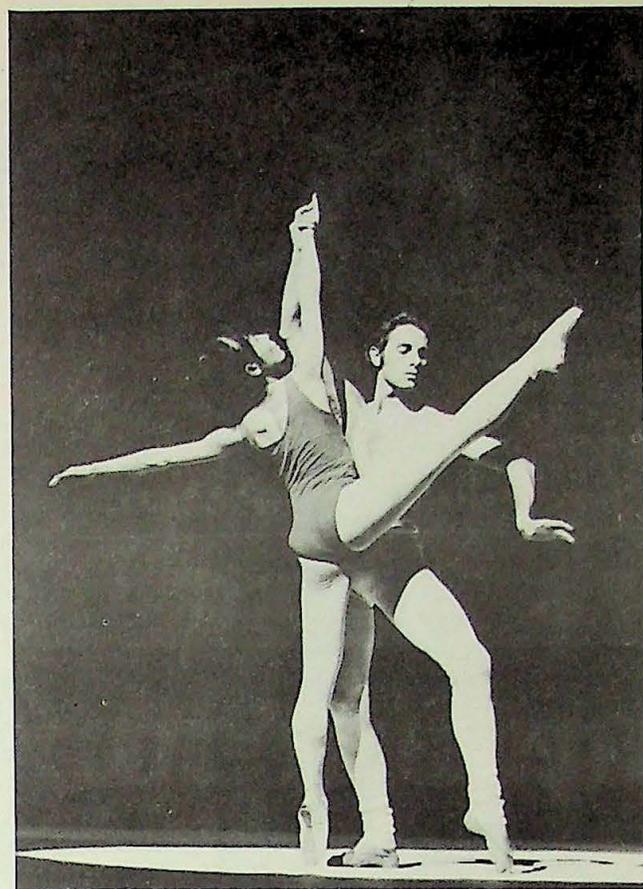
La danse retrouvant, enfin, une de ses vocations essentielles qui est de rassembler les foules, le problème est, dorénavant, de savoir autour de quoi les rassembler.

Pour Béjart la danse est un rite, c'est-à-dire « la traduction plastique d'une recherche sacrée et métaphysique ». D'où une tendance à l'ésotérisme mystique, et un symbolisme vaguement teinté d'orientalisme. Nous avons, certes, encore à



apprendre des civilisations indiennes et tibétaines, et le langage chorégraphique moderne (comme la peinture, la sculpture et la musique) ne peut que s'enrichir au contact de la danse afro-asiatique. A condition que les références ne deviennent pas trop systématiques et prennent appui sur la réalité contemporaine. L'Asie d'aujourd'hui, c'est aussi la famine aux Indes, la révolution culturelle et la guerre du Vietnam.

Le vrai Béjart est, pour moi, celui qui a tenté et souvent réussi à exprimer par le geste et le mouvement les angoisses et les contradictions d'aujourd'hui. C'est aussi celui qui a su recréer avec « Roméo et Juliette » et la « 9^e Symphonie » l'atmosphère des grandes fêtes populaires. Je crains que l'idéologie exprimée par le « Voyage », « Bhakti » et certains passages de la « Messe pour un temps présent » ne soit finalement dangereusement rétrograde. L'attitude contemplative et le refus du monde moderne auxquels nous som-



mes invités traduisent sans doute la réaction d'une partie de la jeunesse occidentale à laquelle un artiste de la classe de Béjart devrait donner des raisons de se battre et d'exis-

ter en dénonçant les causes profondes de son malaise. Ce n'est pas sur le chemin de Katmandou que Béjart et ses admirateurs trouveront la réponse à leurs questions. □

Films Informations

Un groupe de camarades a entrepris de visionner un certain nombre de films appartenant aux Etats-Généraux du Cinéma ; un travail de répertoire, de fiches d'utilisation et de dossiers est en cours.

Ceux qui désirent participer à cette activité doivent rapidement se mettre en rapport avec :

Henri Saigre,
23, avenue de Verdun
94-Saint-Maurice
Tél. : 368.63.92

D'autre part, plusieurs camarades ont décidé de se réunir pour tenter d'élaborer et de réaliser un court métrage sur les problèmes de la vie urbaine (aucun thème précis n'a encore été arrêté, tout est à faire ; or, beaucoup peut être fait).

Les camarades désirant participer à cette élaboration, de même que ceux qui souhaitent soutenir le projet en envoyant textes, scénario, informations, suggestions, sous quelque forme que ce soit, doivent contacter Henri Saigre (adresse ci-dessus).

Un prochain numéro de « T.S. » fournira une information

plus complète sur l'activité en cours dans le secteur « Films », en particulier sur le matériel disponible (Etats-Généraux du Cinéma, « Certifié exact », etc.), et les possibilités d'utilisation de ce matériel.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Bhakti



Du contrôle ouvrier à la démocratie ouvrière

Jean-Marie Vincent



Collombert

Notre parti a décidé depuis bientôt près d'un an (Congrès de Dijon en mars 69) que la lutte pour le contrôle ouvrier est un élément essentiel de sa stratégie et de toute stratégie révolutionnaire dans un pays capitaliste développé. Les sections et groupes d'entreprise du parti en ont fait un thème fondamental de leur intervention, afin de fournir une perspective unifiante aux luttes actuelles. La question est depuis quelques mois de plus en plus discutée dans le mouvement ouvrier, mais précisément les discussions font apparaître la nécessité d'éclairer quelque peu la nature réelle de la lutte pour le contrôle ouvrier.

Le but du contrôle ouvrier

Que s'agit-il de contrôler ? Les réponses que nous avons données jusqu'à présent disent que les travailleurs doivent chercher à imposer leur droit de veto sur des aspects essentiels du rapport de travail — cadences, normes de travail, mode de calcul du salaire, cotation des postes, horaires de travail, conditions d'embauche et de licenciement, règles d'avancement et d'ancienneté, détermination des qualifications. Ce sont des réponses justes, et qui mettent l'accent sur les moyens fondamentaux dont disposent les capitalistes pour imposer leur despotisme et pour garantir la continuité de l'exploitation de la main-d'œuvre, mais elles laissent de côté un point capital : le contrôle ne peut avoir de réalité, ne peut dépasser la pratique de la co-gestion que s'il se manifeste également comme contrôle des travailleurs sur leur propre force collective, c'est-à-dire comme organisation collective des

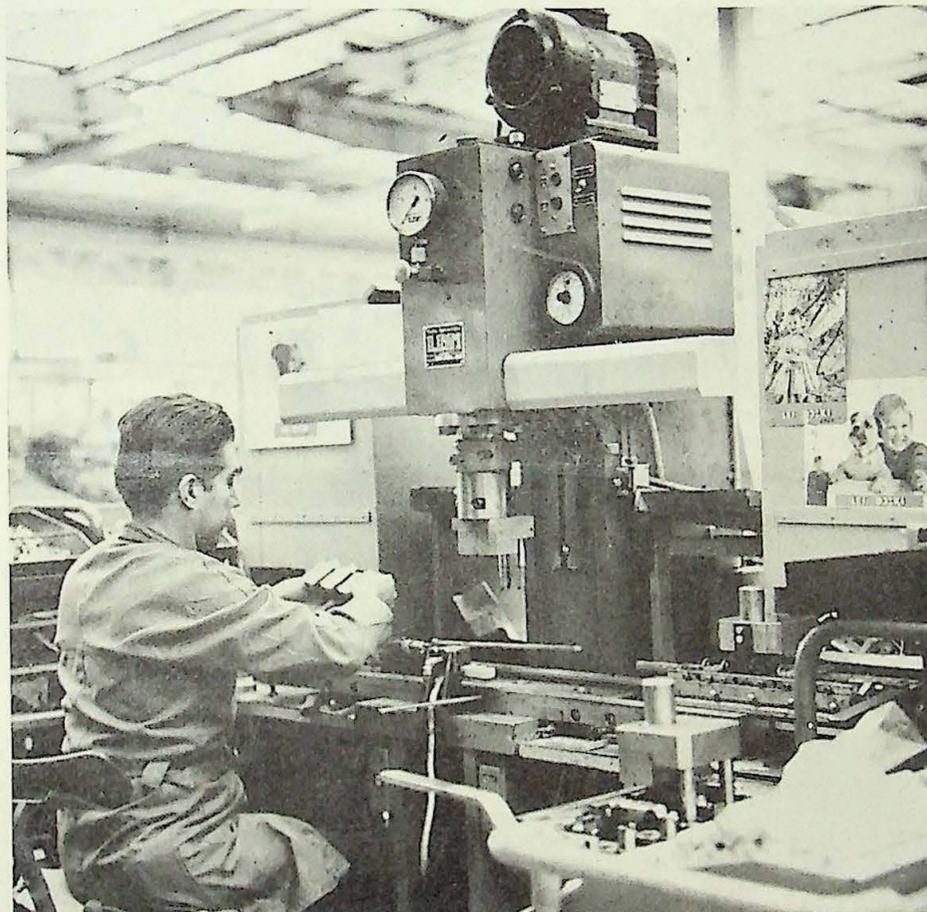
travailleurs en dehors des contraintes de l'organisation capitaliste du travail. Autrement dit, l'institutionnalisation de rapports de collaboration entre le patronat et des représentants ouvriers à propos des formes du salaire, des cadences, des horaires, etc., n'a, en fait, rien à voir avec le contrôle ouvrier, lorsqu'elle ne change rien aux rapports de subordination permanente qui caractérisent la grande entreprise capitaliste. Et il faut ajouter qu'on ne peut plus parler d'institutionnalisation lorsque les travailleurs coalisés opposent leur discipline collective aux structures

taires (par exemple l'intensité du travail dans le département d'une usine), elle met peu à peu en question toute la logique capitaliste masquée par des considérations techniques (la productivité du travail détachée du contexte de la concurrence pour l'accumulation du capital et de profits). Contre elle, elle suscite la mobilisation des travailleurs qui, en faisant l'expérience de leurs propres capacités d'organisation, sont amenés à concevoir que le carcan capitaliste n'est pas une nécessité, n'est pas un destin auquel on ne peut échapper. Lutte sans cesse reprise,

plaine despotique) est la démonstration qu'un autre type de société est possible. Loin d'être une quelconque manifestation de corporatisme ouvrier, elle ne peut trouver son véritable épanouissement que dans une période où le pouvoir de la bourgeoisie est ébranlé à tous les niveaux (y compris au niveau de l'Etat, par le fait même de l'instauration de pouvoirs de fait dans les entreprises et dans les localités, qui paralysent son autorité).

Qui contrôle ?

Une telle conception du contrôle ouvrier qui fait fond sur les virtualités organisatrices des masses ouvrières implique évidemment que l'action dans ce sens ne soit pas uniquement le fait des sections syndicales ou des groupes politiques d'entreprise. Les contrôleurs ne peuvent être seulement ceux qui militent régulièrement dans les périodes difficiles, ils doivent être au point d'aboutissement de la classe ouvrière tout entière, consciente de sa force et de ses tâches. Cela veut dire que, dans la lutte pour le contrôle, les militants doivent avoir à cœur d'associer à toutes leurs initiatives le maximum de travailleurs afin de leur faire prendre des responsabilités. Cela veut dire aussi que la lutte pour le contrôle doit se concrétiser peu à peu par la formation d'organes de la démocratie ouvrière qui, par-delà les organisations syndicales et politiques, regroupe tous les ouvriers, tous les techniciens et tous les employés en rébellion contre le patronat. Sous une certaine forme les délégués élus du personnel préfigurent cette démocratie en action, où tout le monde se soumet au contrôle collectif. Mais il va de soi qu'aujourd'hui nous sommes encore loin du compte. Les délégués, les assemblées de la base ne sont pas encore suffisamment développés pour que l'on puisse y voir l'expression d'un mouvement structuré et clairement orienté vers la création d'un nouveau type d'Etat. Tel est pourtant le sens qu'il s'agit de donner à cette lutte qui doit substituer aux rapports illusoirement citoyens (en fait entre exploités et exploités) des rapports entre travailleurs associés tant au plan économique qu'au plan politique. Grâce à la lutte pour le contrôle ouvrier, la vieille division des tâches et des compétences doit faire place à l'organisation solidaire. □



Collombert

capitalistes d'organisation et à la hiérarchie officielle du travail, même lorsque le rapport des forces se cristallise momentanément sous la forme d'accords contractuels. Les capitalistes ne peuvent tolérer longtemps, en effet, une situation où les impératifs de l'accumulation du capital (investir pour faire des bénéfices croissants) sont directement niés par l'ensemble de la force de travail. Ils sont inévitablement poussés à reprendre d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre. Le contrôle, par conséquent, ne peut s'exercer véritablement et pleinement que dans une période de déséquilibre et de crise de l'hégémonie bourgeoise.

Comment parvenir au contrôle ?

Il s'ensuit que la lutte pour le contrôle ouvrier n'est pas autre chose qu'une lutte pour le pouvoir qui trouve son point de départ et d'application dans l'entreprise. A propos de revendications qui peuvent être très élémen-

sans cesse recommencée après les échecs et sans cesse élargie, par les moyens les plus divers, elle tend à créer un véritable foyer ouvrier au sein de l'entreprise qui irradie sur l'extérieur à la manière dont la grande usine capitaliste cherche à s'imposer comme modèle à toute la société. La mise en question de la répression patronale est aussi mise en question de la répression policière à tous les niveaux ; le rejet du salaire au rendement et de la hiérarchisation des revenus propre à l'entreprise est également rejet des inégalités sociales et de la différenciation en classes ; la lutte pour l'appropriation collective des savoirs et des techniques de l'industrie dans l'unité des ouvriers, des techniciens et des employés est potentiellement une négation de l'univers culturel actuel (une culture pour privilégiés d'une part, une culture-opium pour les masses d'autre part). Et surtout l'organisation des travailleurs pour produire autrement que ne voudrait les faire produire le patronat (sans respecter sa disci-

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65